

***l'Anti*capitaliste**

n°332 | 14 avril 2016 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

**« Ils ont les milliards,
nous sommes
des millions »**



**DEBOUT!
PRENONS NOS AFFAIRES
EN MAIN!**

Dossier

**RUSSIE: CRISE ET SIGNES
D'UNE CATASTROPHE
À VENIR**

Pages 6 et 7

ÉDITO

Trois p'tits tours
et puis s'en Valls!
Page 2

PREMIER PLAN

«De l'argent, il y en a dans
les caves du Panama»

Page 2



ACTU POLITIQUE

Violences policières:
Quelles réponses pour le mouvement?
Page 4

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Loïc de Jolie même
sur les intermittents et «Nuit debout»
Page 12

DR



édito

Par CATHY BILLARD

Trois p'tits tours et puis s'en Valls!

« **E**ntre l'Algérie et la France, c'est toujours un grand ciel bleu », a déclaré le Premier ministre algérien Abdelmalek Sellal, non sans ironie. Mais il fallait aller chercher cette déclaration dans la presse algérienne, la visite de Valls le week-end dernier en Algérie ayant été boycottée par les médias français, tous solidaires des journalistes du Monde et de Canal + auxquels le gouvernement algérien avait refusé un visa... pour cause de manque de respect au président Bouteflika dans la couverture des « Panama Papers ».

À cette occasion, les médias français ont redécouvert ce qu'est un refus de visa, une situation que vivent régulièrement des milliers d'AlgérienEs voulant venir en France. Pour dénoncer l'entrave à la liberté d'expression, ils ont choisi le boycott, ce qu'ils ne font pas par exemple avec le roi du Maroc. Ils auraient aussi pu relayer le combat des enseignantEs algériens en marche sur Alger depuis le 27 mars, bloqués depuis le 4 avril près de Boumerdès dans le nord du pays, où ils ont entamé une grève de la faim pour exiger la titularisation des 25 000 contractuelEs et vacataires de l'enseignement secondaire.

Dans le « grand ciel bleu » des relations franco-algériennes, il y a des petits nuages... Valls et sa dizaine de ministres venaient en effet pour signer des partenariats institutionnels (santé, éducation, et bien entendu sécurité) mais aussi des contrats. Car pour le gouvernement français, l'amitié avec l'Algérie s'exprime avant tout en millions. Mais, problème pour l'économie algérienne, les entreprises françaises veulent bien commercialiser, c'est-à-dire vendre leurs produits (6 000 entreprises françaises le font), mais seule 500 entreprises y investissent, trouvant que c'est risqué ou que les conditions ne sont pas assez fructueuses. Pour l'Algérie, l'enjeu est aussi de préparer l'après-pétrole. Valls est reparti en se félicitant de la signature de trois juteux contrats pour Alstom, Lesieur et Roullier, mais pour Air Liquide, Total ou PSA, il faudra attendre ! Le gouvernement algérien, lui, met la pression pour faire passer sa catastrophique politique d'arrêt de toutes les subventions aux produits de première nécessité (40% de hausse des prix de l'essence depuis janvier). Mais cela, ni Valls ni les médias français n'ont eu l'occasion de le dénoncer.

BIEN DIT

L'Etat à la fois juge et partie. (...) Les mêmes qui mènent le projet de transfert depuis 15 ans détermineraient aujourd'hui la formulation de la question et le périmètre de la consultation, en fonction d'une étude déjà réalisée sur le sujet. (...) Comment pourrait-on leur faire confiance alors qu'hier à peine élu le conseil régional a déboursé 60 000 euros d'argent public pour une pétition falsifiée demandant l'expulsion de la ZAD? Ils refusent depuis des années la communication de documents essentiels, dont ceux qui ont servi à asseoir la déclaration d'utilité publique, et ils nous ont caché une étude qui démontait l'argumentaire pseudo-écologiste sur le lac de Grand-Lieu, pour ne citer que cela.

« Texte commun du mouvement face au référendum » publié le vendredi 8 avril et signé de l'AG du mouvement anti-aéroport de Notre-Dame-des-Landes et de beaucoup d'organisations, dont le NPA

À la Une

Debout!

Prenons nos affaires en main!

Même si les manifestations de ce samedi 9 avril ont marqué le pas, si le mouvement cherche un nouveau souffle, la dynamique qui s'est enclenchée le 9 mars dernier est loin d'avoir épuisé ses forces. Et c'est bien un mouvement profond qui émerge à travers tout le pays...

Des jeunes, des retraités, des précaires, des salariéEs, des lycéenEs, des étudiantEs, des chômeurEs redécouvrent au coude à coude la confiance et la parole. Une nouvelle génération se lève, non seulement dans les grèves et manifestations lycéennes et étudiantes mais aussi dans les cortèges salariés et syndicaux. Le rejet de la loi travail, point d'orgue du quinquennat Hollande, sert de catalyseur, mais c'est un mécontentement bien plus large, une révolte bien plus globale, qui s'expriment, comme en témoignent le mouvement et les débats des places « Nuit debout ». Une contestation sociale et politique radicale de tout leur système se met en route, cherche ses forces, écrit ses perspectives...

« On vaut mieux que ça ! »

La loi El Khomri, centrée de la politique des classes dominants et de leur État, de la destruction des droits, des acquis démocratiques arrachés par des décennies de luttes contre l'exploitation, a servi de révélateur et de catalyseur. Le scandale « Panama papers » vient à point nommé renforcer cette conviction : les États, les hommes politiques de la bourgeoisie, sont entièrement intégrés à ce système, et en profitent eux-mêmes. Hollande prétendait hypocritement lors de sa campagne présidentielle de 2012 avoir un adversaire sans visage et sans nom, la finance. Il a maintenant des listings plus complets des privilégiés qui jouissent des faveurs que leur accorde la loi, alors que lui-même s'acharne à détruire les maigres droits des classes exploitées pour le compte des riches et des puissants.

Rupture avec le PS et les partis institutionnels

Le mouvement est bien un mouvement de contestation politique. Des milliers de jeunes s'engagent,

se politisent, stimulent les plus anciens, redonnent confiance. Il ne s'agit pas seulement d'exiger le retrait de la loi travail, mais de s'insurger contre les effets de la politique des classes capitalistes qui balaye tous les acquis démocratiques pour résumer les

langage des politiciens professionnels au service du capital.

Faire de la politique, notre politique

Si l'occupation de places manifeste la recherche de neuf, d'échanges, du besoin de donner à la contestation

Nous ne voulons ni récupérer le mouvement ni être récupérés par lui : nous sommes des militants du mouvement, nous y défendons des perspectives pour la lutte indissociables d'une perspective politique globale, celle que défend et porte le NPA. Pour que le mouvement se renforce,



Simple et direct... PHOTOTHÈQUE ROUGE / MILO

rapports sociaux aux rapports d'exploitation et de domination, où seuls comptent les intérêts des patrons et des banques, la loi du profit, la folie de l'accumulation du capital, l'appropriation privée sans limite des richesses produites. Le succès populaire du film *Merci patron!* est devenu une des expressions de ce mouvement, avec l'humour indissociable de la contestation et de la lutte qui bouscule l'ordre établi, et dénonçant les patrons et les politiciens qui les servent, montrant leur vrai visage. Car le rejet de la loi travail, de la logique du profit, c'est aussi le rejet du PS devenu le symbole de l'hypocrisie, des mensonges et des faux-semblants, du double

social une dimension politique, la politisation se manifeste partout, sur les lieux de travail, dans nos syndicats, dans les universités et les lycées, les quartiers. Le rejet des partis qui servent les classes dominantes ne signifie pas le rejet de la politique, bien au contraire. Il appelle une autre politique qui réponde aux besoins du mouvement, à la convergence des luttes qui débouchent non seulement sur l'affrontement avec le gouvernement et le patronat mais aussi sur la nécessité de se situer dans la perspective de la transformation révolutionnaire de la société. C'est bien un mouvement d'ensemble, une grève générale, qui est à l'ordre du jour.

s'étende, il ne doit pas craindre d'assumer le sens même de ce qui a commencé, la contestation de l'ordre capitaliste, ni l'aspiration à une démocratie directe qui dépasse les clivages des appareils. Dans la jeunesse, le mouvement s'organise en assemblées générales, en coordinations, en comités de mobilisation... Les jeunes ont raison : partout, il nous faut agir dans ce sens, faire vivre la démocratie à la base, au sein du monde du travail. Rompre avec les partis institutionnels pour mettre en question la domination des « 1% », c'est donner la parole au 99% : prendre nos affaires en main, diriger nos luttes aujourd'hui pour diriger la société demain.

Yvan Lemaître

PANAMA PAPERS

« De l'argent, il y en a dans les caves du Panama »

Au départ, une source anonyme qui communique à un journal allemand des archives d'un cabinet d'avocats panaméen dénommé Mossack Fonseca et spécialisé dans le montage de sociétés écrans offshore (extraterritoriales). Ce journal s'est entendu avec d'autres dans divers pays (ici Le Monde) pour exploiter et publier les fichiers.

Mossack Fonseca a créé et administrée plus de 214 000 sociétés écrans. Imaginons que vous ayez des revenus que vous ne souhaitez pas déclarer, soit parce qu'ils ne sont pas propres, soit tout bonnement parce que vous considérez que les impôts, c'est fait pour les naïfs... Mossack Fonseca vous aidera à monter une société dans un paradis fiscal et cette société ouvrira un compte dans lequel vous pourrez dissimuler ces revenus qui y arriveront par des biais détournés.

Mossack Fonseca (ou une autre firme de ce type) pourra même vous fournir des prête-noms pour que vous n'apparaissez pas comme administrateur de cette société, et même de faux actionnaires locaux, pour augmenter l'opacité. Ainsi vous serez vraiment invisible, et il sera très difficile au fisc de vous incriminer même s'il a des soupçons. Pour compliquer encore plus les choses, vous pouvez faire créer plusieurs sociétés offshore ou une fondation (les possibilités de dissimulation y sont encore plus grandes). Plus fort encore, Mossack

Fonseca a utilisé comme bénéficiaires fictifs de certains montages le Comité international de la Croix Rouge ou le WWF (ONG de protection de la nature), sans bien entendu prévenir les intéressés. Des appellations prestigieuses qui permettent de détourner d'éventuels soupçons.

Une manipulation ?

Les noms les plus en vue qui ont été publiés ne comprennent pas d'Américains et peu d'Européens. Il est légitime de se poser la question de la manipulation. Mais il faut s'entendre sur ce que serait une manipulation. Il est très improbable que des noms « innocents » aient été ajoutés à la liste : on connaît par exemple l'habitude des oligarques russes de préserver l'avenir en faisant passer une partie de leurs richesses à l'étranger. Des noms ont-ils été enlevés, en l'espèce

ceux de fraudeurs américains ? Il a plusieurs raisons pour en douter. Mossack Fonseca n'est qu'une des sociétés se livrant à ce genre de pratiques : il est possible qu'en fonction des réseaux avec lesquels ils sont en contact, les Américains privilégiés d'autres firmes. Par ailleurs, les Américains ont des paradis fiscaux à domicile, comme le Delaware et le Wyoming, avec la possibilité de montages permettant de dissimuler leur identité réelle. L'ONG Tax Justice Network classe ainsi les USA parmi les territoires les plus opaques. Au total, la manipulation par soustraction de noms n'est pas impossible mais peu probable.

Ce n'est pas la première affaire

Pour se limiter à la période récente et aux cas ayant eu une dimension internationale, diverses autres

Un monde à changer

DES MOTS POUR MENTIR. Il y en a qui tiennent leurs engagements de campagne. Par les temps qui courent, il faut plutôt les chercher à droite que du côté de la pseudo-gauche de Hollande-Valls. Le conseil régional d'Île-de-France, présidé depuis les dernières élections régionales par Valérie Pécresse (Les Républicains), a adopté vendredi son premier budget.

Ce budget prévoit une série de mesures antisociales, notamment l'arrêt du financement des logements les plus sociaux (PLAI, dit logements « très sociaux ») dans les communes qui ont déjà 30% de logements PLAI et PLUS (logements sociaux pour les ménages modestes). Cela est justifié par un prétendu plan anti-ghetto... Mais sans volonté politique de construire des logements sociaux dans toutes les communes de l'Île-de-France, ce n'est pas un plan anti-ghetto mais un plan anti-logement social ! Tout cela se passe alors que le Secours catholique vient de

publier ce lundi 11 avril un rapport dénonçant l'aggravation des inégalités entre communes riches et pauvres en région parisienne, rapport qui souligne aussi l'insuffisance des logements sociaux. Toujours conformément aux engagements électoraux, ce budget prévoit aussi des aides aux lycéens du privé. Il « s'agit de rétablir l'égalité entre les lycéens du public et du privé au nom de la liberté scolaire, un principe fondamental de la République », a indiqué la vice-présidente à l'éducation Agnès Evren (membre elle aussi des Républicains). Une pseudo liberté qui ne consiste qu'à siphonner des fonds publics vers le privé... Plan anti-ghetto, liberté scolaire... Des mots pour camoufler une politique réactionnaire. La fausse gauche n'est pas en reste dans cette perversion du langage, elle qui présente la loi El Khomri comme devant instaurer de nouvelles « protections » pour les salariéEs et les jeunes.

LOI TRAVAIL

L'indispensable second souffle

Un mois après la première manifestation du 9 mars, nous étions des dizaines de milliers dans la rue samedi dernier.

Certes le démarrage des vacances scolaires avait éclairci les rangs des cortèges jeunes. Certes les tergiversations des directions syndicales nationales, dont le choix de ce samedi, ont semé le doute dans l'esprit de nombreux salariéEs sur la pertinence du calendrier. Mais la détermination des jeunes reste forte, comme celle des équipes syndicales convaincues qu'il est possible de faire reculer le gouvernement. La poursuite place de la République de la mobilisation « Nuit debout » et son extension en régions attestent de la disponibilité de milliers de personnes, pour le débat mais aussi pour des actions affirmant une volonté de convergence avec la mobilisation sur la loi travail.

À la veille de l'ouverture du débat au Parlement, le gouvernement est placé devant une double obligation : trouver une majorité et démobiliser la rue et les places. Côté Parlement, la principale modification issue de

la commission des affaires sociales consiste à faciliter les modalités des licenciements économiques dans les PME. Côté rue, face à la poursuite du mouvement, le gouvernement a tenté une opération déminage en direction de la jeunesse ou plutôt en direction des organisations syndicales qui assurent sa représentation. L'objectif est de briser les mobilisations en cours tant du côté des manifestations, auxquelles les jeunes fournissent les cortèges les plus dynamiques, que du côté des places sur lesquelles se retrouvent avant tout toutes les fractions de la jeunesse : lycéenne, étudiante, travailleuse, sans emploi...

Valls aux jeunes : « il ne s'agit pas de modifier ou de faire évoluer la loi travail »

La période de congés scolaires semblait idéale pour appâter les organisations syndicales avec quelques prétendues concessions. La première mesure consiste en une obligation de surtaxer les CDD dont la mise en œuvre relève des « partenaires sociaux » dans le cadre d'un accord sur l'assurance chômage. Pour compléter la « garantie jeunes » pour les 16-25 ans peu ou pas diplômés, les boursiers continueront à toucher leur bourse pendant quatre mois après leur diplôme. Et d'autres mesures encore moins significatives :



Samedi 9 avril à Paris, toujours là ! PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

une « garantie locative universelle » de l'État pour les moins de 30 ans souhaitant louer un logement ; le versement aux dispensés des droits d'inscription à l'université de 1000 euros par an ; une couverture maladie universelle complémentaire (CMU-C) pour les jeunes en rupture avec leur famille ; l'augmentation de 300 à 400 euros par an de la rémunération des apprentis de moins de 20 ans ; la création de deux mille places en sections de techniciens supérieurs par an pendant cinq ans. Ces annonces minimalistes ont contenté le syndicat étudiant de droite, la Fage. Le président de l'Unef se dit « satisfait (...). Nous avons franchi un cap important, nous avons réussi à

obtenir satisfaction sur des revendications » : il risque d'inciter à la démobilisation même s'il continue à exiger le retrait de la loi travail et s'affirme solidaire des prochaines mobilisations dont celle du jeudi 28 avril. Le prochain congrès de la CGT (16-22 avril), les mobilisations des cheminotEs prévues à partir du 26 avril, la poursuite et l'extension des « Nuits debout », autant de possibilités pour la mobilisation de trouver un second souffle. Le blocage de l'activité économique reste un point de passage obligé que doivent mettre à l'ordre du jour tant celles et ceux des places que les salariéEs.

Robert Pelletier

affaires ont été révélées avec des mécanismes de fraude ou d'évasion fiscale (recettes pour réduire ses impôts tout en ne violant pas directement la loi : grandes entreprises et riches particuliers emploient pour ce faire des batteries de conseillers fiscaux). Il y a eu en 2008 le scandale de l'Union des banques suisses. En 2013, une fuite a concerné 122 000 sociétés offshore. Pour ce qui est de la France, cette affaire a permis de mettre en lumière le rôle de certaines banques (BNP Paribas et Crédit agricole) dans ce système de contournement du fisc. En 2014, sont révélés les accords fiscaux confidentiels conclus entre 2002 et 2010 entre le fisc luxembourgeois et 340 multinationales (Apple, Amazon, Ikea, etc.). Puis en 2015, des documents détournés par un ancien informaticien de HSBC montrent que HSBC aurait aidé ses clients à échapper à l'impôt, leur proposant de constituer elle-même leur société offshore.

Une découverte ?

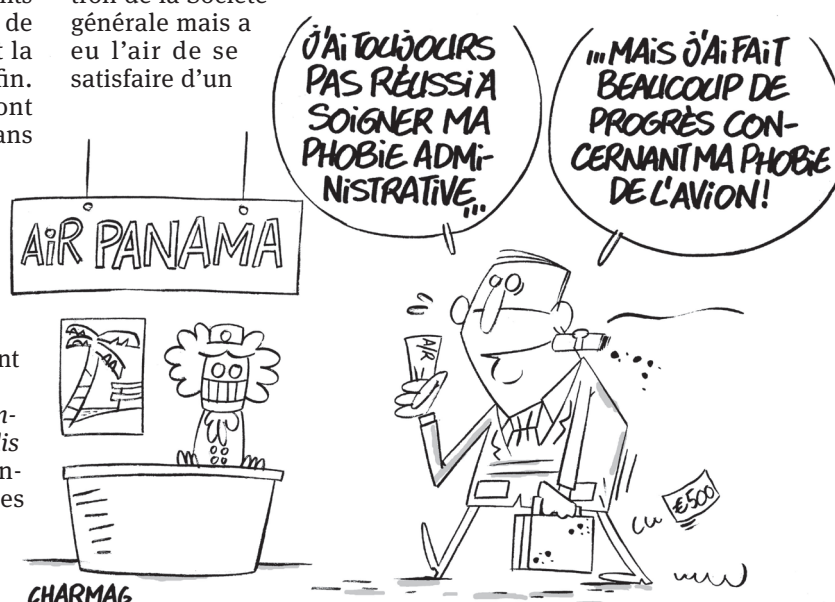
Il est à remarquer qu'à chaque fois les informations viennent de la presse et non des services fiscaux. Pourtant, tous ces mécanismes sont parfaitement connus des dirigeants et des administrations fiscales de tous les pays. Autre chose est la volonté politique d'y mettre fin. Les banques françaises, qui ont multiplié les implantations dans les paradis fiscaux, en sont un des rouages, notamment la Société générale (qui figure parmi les banques les plus liées à Mossack Fonseca), dont le patron Frédéric Oueda est allé jusqu'à mentir alors qu'il déposait sous serment devant le Sénat en 2012.

« J'interdirai aux banques françaises d'exercer dans les paradis fiscaux. » La promesse de François Hollande figurait parmi ses 60 engagements pour la France en 2012 : rien d'essentiel n'a été fait. Il faut aussi savoir que la liste officielle des paradis

fiscaux est très restreinte, au point que le Panama n'en faisait plus partie ! Après les révélations récentes, le ministre des Finances Michel Sapin a fini par convoquer le patron de la Société générale mais a eu l'air de se satisfaire d'un

vague engagement de clarification ! Ne rien faire qui déplaisent aux banquiers, c'est bien la politique de ce gouvernement.

Henri Wilno



Le chiffre

1676 milliards

C'est, en dollars, le montant global des dépenses militaires mondiales en 2015, soit 2,3% du PNB mondial. D'après l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri), pour la première fois depuis 2011, les dépenses militaires dans le monde ont donc augmenté... En France, le budget annuel de la défense aura été de 32 milliards d'euros.



Agenda

Vendredi 15 avril, réunion publique du NPA, Poitiers. « Nos vies valent plus que leurs profits ! », avec Philippe Poutou, à 20h à l'auberge de jeunesse de Poitiers, 1 allée Roger Tagault.

Jeudi 28 avril, journée de grève et de manifestations contre la loi travail.

Samedi 7 mai, fête du NPA 75, Paris. À partir de 13h30, projections, théâtre, débats ; à 18h, meeting avec Philippe Poutou ; à 20h, concert avec Sidi Wacho. Salle Olympe de Gouges, 15 rue Merlin, Paris 11^e.

Du mardi 23 au vendredi 26 août, 8^e université d'été du NPA, Port-Leucate. À Rives-des-Corbières. Accueil des participantEs le lundi 22 août à partir de 14h, départ le samedi 27 août après le petit-déjeuner.

NO COMMENT

Nous ne sommes pas d'accord pour avoir des syndicats à tous les étages. (...) Tant qu'on aura des syndicats, comme la CGT et FO, politisés et obrubillés par la lutte des classes, on ne s'en sortira pas.

Le patron des patrons, PIERRE GATTAZ, en interview dans le Figaro lundi 11 avril

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Kristo et Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

NOTRE-DAME-DES-LANDES Notre légitimité face à leurs mensonges et à leurs manipulations!

Au mois de février dernier, à travers la publication d'un rapport de la Dreal commandé par le préfet de Loire-Atlantique, le *Canard enchaîné* révélait que l'État cachait volontairement des informations défavorables au projet d'aéroport – en l'occurrence une arnaque pseudo-écologique pour légitimer le transfert de la plateforme à Notre-Dame-des-Landes.

Aujourd'hui, c'est un énième rapport, commandé cette fois-ci par la ministre de l'écologie, qui légitime un point essentiel de notre combat contre ce projet : la possibilité de rénover l'actuel plate-forme, pour un projet à moindre coût. Ce rapport, qui reste au milieu du gué et ménage volontairement la chèvre et le chou, a le mérite de mettre plus que jamais en évidence que la déclaration d'utilité publique sur laquelle s'appuie ce projet est décidément



PHOTOTHÈQUE ROUGE / DAMALO

caduque. Et qu'elle doit donc – c'est la conclusion qui s'impose – être immédiatement abrogée, et qu'il s'agit d'une raison de plus pour arrêter immédiatement les procédures d'expulsions.

Tout ceci ne constitue cependant que le haut de l'iceberg des mensonges, des omissions volontaires des manipulations d'opinions et falsifications en tous genres qui aujourd'hui émergent bout par bout. Et dans ce contexte, l'annonce d'une consultation en juin n'apparaît non plus seulement comme illégitime mais également caduque.

La CGT Vinci avec nous!

Malgré cela, Valls espère toujours passer en force pour tenter de sauver le soldat Vinci enlisé dans les zones humides de la Zad de Notre-Dame-des-Landes, en tentant au passage de diviser le mouvement... Oui, derrière le paravent démocratique, il s'agit bien d'un véritable passage en force. Cette consultation est non seulement amarrée à des mensonges d'État qui pèsent sur l'opinion, mais l'État, à la fois organisateur et porteur du projet, dispose de moyens financiers considérables, des médias, des institutions pour lui servir de relais...

Mais quel que soit l'air que nous joue le gouvernement dans cette affaire, qu'il s'agisse du discours sur l'État de droit ou celui de la légalité démocratique, nous opposerons toujours la légitimité de notre combat. La légitimité donnée et construite par une mobilisation toujours plus forte et bien vivante. La CGT Vinci vient d'ailleurs de nous rejoindre, et c'est tout un symbole de cette légitimité. Ce qui veut dire que, quelque soit le résultat de cette parodie démocratique, la lutte continuera. Car de toutes façons, qu'il y ait aéroport ou non, le gouvernement tentera de procéder à l'expulsion de la Zad.

Ce n'est donc pas un Oui ou un Non restreint au seul projet d'aéroport qui peut incarner, ou régler en coupe, ce qui se construit à Notre-Dame-des-Landes depuis plusieurs années : un projet de vie alternatif, un projet de société, des expériences résolument anticapitalistes et anti-productivistes. Ne pas lâcher sur ce combat exemplaire est d'autant plus essentiel dans un contexte où une partie croissante de la jeunesse exprime son rejet de ce système et de cette société.

Il nous faut donc continuer de dénoncer sans relâche l'illégitimité de cette consultation, et d'ores et déjà nous projeter au delà de cette séquence, de ce calendrier imposé par l'État et le gouvernement. Car quel que soit le résultat de la consultation, nous défendrons et nous garderons la Zad!

Sandra Cormier

VIOLENCES POLICIÈRES

Quelles réponses pour le mouvement?

Une partie de la jeunesse fait l'expérience de la violence policière, même si les jeunes des quartiers, des jeunes militants ouvriers ou des zadistes en avaient connu des avant-goûts sévères. Mais le contexte policier a changé...

Ancien ministre de l'Intérieur, Sarkozy avait pratiqué des mesures d'économies de postes que Hollande a évidemment prolongées, y compris pour les fonctions les moins contestables (protection des mineurs...). Or les affrontements depuis cinq ans, le mouvement des Bonnets rouges, la lutte contre les licenciements, la mobilisation contre les grands projets inutiles, ou même les actions de la droite catholique («Manifs pour tous») ont été contrôlés sans trop de mal avec au final un seul mort : Rémi Fraisse. Les effectifs ont donc continué de baisser avec, comme concession aux policiers, l'achat de matériels de plus en plus durs, comme les tasers, flash-ball, grenades «de désencerclement», offensives, et une tolérance grandissante pour l'achat de matériels «privés» par les BAC et assimilés.

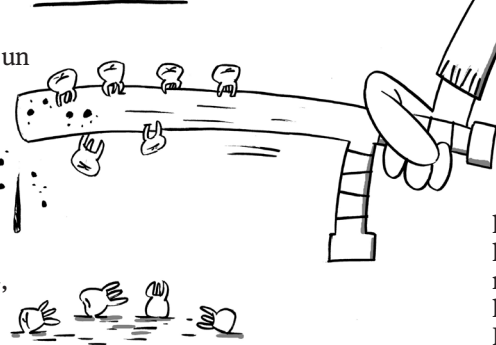
Des violences qui font système

Là dessus, l'année 2015 a commencé par les attentats de terreur. La police a d'abord bénéficié d'un soutien massif de la population, qui l'a applaudi. Mais l'état d'urgence engendre une extrême tension sur les horaires de travail, les astreintes, heures supplémentaires, congés et

récupérations. Or ces contraintes durent maintenant depuis 14 mois et la mise à contribution des autres forces de sécurité (armée, polices municipales, vigiles) ne compense pas les efforts demandés à la police et à la gendarmerie. Tous ces gens sont donc à cran, furieux, et faciles à manipuler.

En théorie, la hiérarchie policière connaît bien les dangers politiques d'une répression phy-

jà I'EMBRASSE UN FIC



sique contre la jeunesse : prendre le risque de tuer ou de mutiler, c'est prendre celui de généraliser la révolte. Il y a certes eu des essais de reprise en main, à Paris le 31 mars, avec des groupes de policiers encaissant des coups littéralement pendant des heures sans moufeter, en reculant pas à pas selon les ordres. Mais les violences indiscriminées commencent à faire système. Avec l'extension des mouvements, la tentation de

«faire des exemples» fleurit, avec la réapparition de pelotons de voltigeurs à moto, la tolérance pour les provocations menées en civil, et les interpellations en masse. En ce sens, l'achat récent d'une quantité très importante de munitions de type flash-ball ressemble beaucoup à un projet politique...

Le passage tout en force du gouvernement

Le gouvernement encourage cette évolution, qui prolonge son essai de passer en force sur la loi travail, mais on peut se demander si la haute hiérarchie policière ne joue pas déjà son propre jeu pour la suite. L'influence politique du FN touche évidemment plus les corps policiers que le reste de la société, et favorise la tendance machiste à «punir» directement les jeunes et tous les opposants. Dans au moins une préfecture, à Lyon, on avait pu repérer ces dernières années une tendance de la hiérarchie à gérer les manifestations selon les schémas de la droite extrême.

Il y a donc un risque évident que les jeunes fassent les frais de ce qui ressemble de moins en moins à des bavures, tout cela avec un silence assourdissant du ministre. Pourtant, les policiers et gendarmes sont, comme le reste de la population et pour les mêmes

raisons, très majoritairement hostiles à la loi travail. Il n'est donc pas absurde d'essayer de leur en parler, comme l'ont essayé un certain nombre de manifestantEs, sans illusions dans l'immédiat mais sans oublier qu'on peut le faire.

La nécessaire autoprotection

Par contre, il est décisif que le mouvement se donne les moyens de défiler comme il le décide et d'occuper les espaces qu'il choisit. Toute autoprotection, même modeste, est un pas en avant dix fois plus efficace que cent discours. Il peut être long et pénible de discuter avec des camarades qui croient sincèrement que la mise en échec du gouvernement, voire la destruction du capitalisme, commencent en repeignant les banques en jaune ou en détruisant les abribus. Mais il faut leur expliquer patiemment qu'il s'agit de développer, d'étendre et d'unifier un mouvement qui n'est encore qu'à son début et qui a du mal à croire à sa propre force, après toutes les défaites accumulées. Mettre en échec un gouvernement qui travaille directement selon les instructions du Medef passe ici par l'affirmation de la légitimité du peuple souverain, de son droit de refuser ce qu'on veut lui imposer.

Ginette Myop

FRONT NATIONAL

Les deux pieds dans le système

Mis en cause dans le scandale des «Panama papers», en porte à faux face au mouvement social à l'offensive, rejeté par les assemblées populaires de «Nuit debout», le FN a bien du mal à jouer sa partition habituelle. «La voix des oubliés», l'organisation aux «mains propres et la tête haute», apparaît au grand jour pour ce qu'elle est : un parti autoritaire, fraudeur et affairiste, antisocial et totalement intégré au système.

Financements occultes ou illégaux

Dès sa constitution, et jusqu'à aujourd'hui, le FN s'est toujours illustré par un rapport particulier à l'argent. Rappelons que la fortune personnelle des Le Pen et les moyens financiers

«Un vrai conte de fée...», dira Pierrette Le Pen, la compagne de l'époque du fondateur du FN.

Et la gestion népotique de cette manne initiale conduira les Le Pen à de nombreuses reprises devant les tribunaux. Enquête sur le patrimoine en 2013,

dans le «Panama gate», ni à celle du sulfureux Frédéric Chatillon, activiste d'extrême droite bien connu¹.

Ennemi permanent de la classe ouvrière et des mouvements sociaux

Les habits neufs de défenseurs des opprimés dont aiment à se draper les dirigeants du FN ne résistent jamais à l'épreuve des mouvements sociaux. En 1995, au plus fort de la contestation contre le plan Juppé qui voulait «réformer» le système des retraites et la sécurité sociale, suscitant des manifestations monstres (2 millions de participantEs), Jean-Marie Le Pen fustigeait «une révolte de privilégiés» manipulée par des «gréviculteurs» (les organisations syndicales) qui conduisaient le pays «au chaos»...

Comment ne pas faire le lien et voir la continuité avec les propos tenus aujourd'hui par les actuels dirigeants du F-Haine, quand Louis Alliot déclare au *Figaro* que «si l'on porte un discours social, il faut l'avoir aussi pour les entreprises. Il faut bien admettre que les fonctionnaires,

même les petits (sic!) sont mieux lotis. Je suis favorable à un État fort, mais cet État doit être au service des entreprises». Marion Maréchal Le Pen n'hésite pas quant à elle à faire sienne la revendication du Medef en matière de retraites : «Départ légal à 65 ans pour bénéficier d'une pension complète»...

Pas d'expression dans nos AG et dans nos rues!

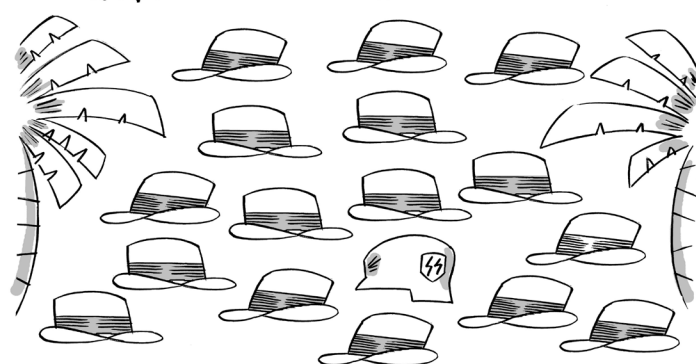
Sous des prétextes, des casquettes, et des formes diverses, les militantEs d'extrême droite tentent ou vont tenter d'intervenir par des prises de parole dans les assemblées générales de «Nuit debout», ou en attaquant l'occupation des places ou nos cortèges. Ce fut le cas à Lyon lors de la manifestation du jeudi 31 mars, où les attaques des nervis du GUD ont été repoussées par les antifascistes.

Plus que jamais il convient d'être vigilants et de ne laisser aucun espace aux racistes et aux fascistes.

Alain Pojolat

1-<https://npa2009.org/actualite/economie/fn-co-y-bon-mondialisation-financiere>

CEUX : UN INTRUS S'EST GLISSÉ PARMI CES CHAPEAUX PANAMA, SAURAI-S-IL LE RETROUVER?



CHARMAG

importants dont dispose leur parti, proviennent de l'héritage fort contesté dont ils ont bénéficié en 1976 à la mort du riche cimentier Hubert Lambert.

perquisitions au siège du parti sur les salaires de ses assistants fantômes au parlement européens... Il n'y a rien de surprenant ni à la mise en cause du FN

LA RÉUNION

La Renyon dobout!

Après dix jours de grève à l'appel d'une large intersyndicale, les salariés de BNP Paribas viennent d'obtenir 18 euros d'augmentation mensuelle plus une prime de 700 euros annuelle...

Comme le souligne Paul Junot (CFTC) de l'intersyndicale, c'est encore loin des 26% d'augmentation que s'est accordé le PDG de la banque, mais ces dix jours de grève ont permis un gain non négligeable et aussi aux salariéEs de redresser la tête face à une hiérarchie de plus en plus pesante. Dans le BTP, le mot d'ordre de grève pour des augmentations de salaire est là aussi fortement suivi. Le patronat ne voulait rien savoir au départ, mais propose 1,4% en deux fractions, puis 2% en trois fractions. L'intersyndicale parle de mauvaises plaisanteries et tient bon pour 3%. Il faut signaler la forte présence de la fédération BTP de la CFDT, très présente dans la grève mais aussi présente dans les manifestations du 31 mars de Saint-Denis et Saint-Pierre contre la loi El Khomri. Et d'autres mouvements de grève ont affecté récemment notre île, dont celle des employés de Nicollin, du conseil général, de certains établissements scolaires...

Vers un nouveau cycle de lutte?

C'est dans ce contexte que plusieurs milliers de manifestantEs ont défilé le 31 mars, avec une forte prédominance de la CGTR (CGT de La Réunion). Cela faisait longtemps que l'on avait pas vu cela. Des « Nuits Debout » se sont tenues ces derniers jours sur l'esplanade de Champfleuri à Saint-Denis en reflet des mobilisations françaises, d'autres sont déjà programmées pour la semaine prochaine à Saint-Paul. De belles occasions de rencontres militantes et d'échanges politiques. Serait-ce donc le début d'un nouveau cycle de luttes et de

mobilisations à La Réunion? On se rappelle la flambée de 2009 dans le même temps que les Antilles, où durant plusieurs semaines, le Cospar (Collectif des organisations syndicales, politiques et associatives de La Réunion) avait articulé journées de grève, manifestations monstres et occupations de grandes surfaces contre la vie chère, pour des salaires. La crainte du pouvoir colonial a conduit à la mise en place de dispositifs de compensation salariale (prime de 100 euros/mois pour 60 000 salariéEs) et liste de prix bloqués pour une centaine de produits de première nécessité (riz, laitages...). Sept ans plus tard, il ne reste plus rien de ces résultats et la critique de l'insuffisance de l'action syndicale s'est beaucoup développée. Et pour cause! Aucun des problèmes de fond auxquels se confrontent notre île n'a connu un début d'amélioration: la moitié de la population active est sans emploi ou en « emploi » ultra-précaire (« emploi vert »...), les déséquilibres du mal développé restent criants (avec toujours des importations massives), la présidence de région (UMP) persiste dans le projet pharaonique de la NRL (Nouvelle route du littoral), un ouvrage qui alimente les bénéfices de Vinci ou de Bouygues au détriment de l'avenir écologique de La Réunion... Une forme de désespérance (on ne peut rien faire pour changer les choses...) s'est donc faite jour.

Des perspectives pour les anticapitalistes?

Le PCR de Paul Vergès est en voie de liquidation. Mais la seule alternative issue des décombres



La CGTR dans la rue, à Saint-Denis le 31 mars. DR

est le PLR (Pour La Réunion) de la députée de l'ouest, Huguette Bello. Si cette dernière a toujours tenu à marquer sa solidarité avec le mouvement syndical, avec les mobilisations, elle a été élue sous l'étiquette « majorité présidentielle » et a fait cause commune avec le PS aux régionales. Les ambiguïtés ainsi présentes n'ont pas permis au PLR de devenir une alternative réelle sur le champ politique réunionnais. D'ores et déjà, les échecs électoraux se succèdent, et le parti reste un regroupement d'élus et d'opportunistes. Les anticapitalistes se sont repliés sur leurs activités syndicales ou associatives, estimant (à tort ou à raison) que la période ne permettait pas une intervention politique efficace. C'est peut-être ce point de vue qu'il va falloir changer, à la

faveur du frémissement social qui semble se dessiner. Des faiblesses demeurent, en particulier sur la présence très limitée de la jeunesse lycéenne et étudiante trop souvent assommée par l'absence de perspective d'emploi et par les discours réactionnaires dont elle est abreuvée. Une autre difficulté récurrente est le lien trop faible entre l'activité gréviste et les mobilisations type « Nuit Debout ». Aujourd'hui comme hier, le pari est pour les anticapitalistes d'opérer une jonction entre les pratiques de luttes dans les entreprises et les mobilisations plus globales, plus politiques. Ces deux éléments sont présents en ce moment. Gageons qu'une ouverture est possible.
De Saint-Denis, Philippe Azema

MAYOTTE Grève générale, silence colonial et blindés pour la répression

Au 12^e jour de grève générale illimitée pour « l'égalité réelle et la justice » démarrée au lendemain des deux journées de grève contre la loi travail des 30 et 31 mars, pas un seul média n'en parle en France métropolitaine, pas une ligne, pas une seconde. Mayotte est pourtant un « département français »...

En réalité, c'est parce que les 213 000 habitantEs de Mayotte (et les dizaines de milliers de clandestinEs venant des Comores) vivent dans une des pires sociétés coloniales: 82% à 92% de la population y vit sous le seuil de pauvreté alors que le coût de la vie est le plus élevé de tous les territoires français¹; le taux de chômage y est de 20% (46,5% pour les jeunes) auquel il faut ajouter les clandestins; le

taux d'illettrisme bat des records; il n'existe qu'un seul centre hospitalier, soit moins de deux lits pour 1000 habitantEs contre 6 en métropole; le nombre d'écoles est tellement insuffisant qu'il leur faut parfois fonctionner par rotation; tout cela sur le territoire le plus pauvre de la République et où 50% de la population a moins de vingt ans. C'est explosif...

Le taux de chômage associé à la violence policière, la peur de perdre son emploi, la peur du chef, en particulier « blanc », la peur du préfet, sorte de gouverneur colonial,



L'égalité réelle, vraiment. DR

de sa police ou justice, est en train de voler en éclats dans la grève, les manifestations et les barrages. Les grévistes et manifestants veulent l'application immédiate et intégrale

à Mayotte du code du travail de France métropolitaine, l'application immédiate des conventions collectives nationales, l'alignement immédiat des pensions minimum au niveau de la métropole, le reclassement avec reconstitution de carrière reprenant en compte la totalité de l'ancienneté des agents des fonctions publiques, l'alignement au niveau de la métropole de toutes les prestations sociales².

Contre la loi travail coloniale

Mais le slogan d'« égalité réelle » fait aussi référence au rapport du même nom du député PS, Victorin Lurel, déposé à la mi-mars auprès du gouvernement, qui devrait réglementer les 25 prochaines années des Dom-Tom. Il prévoit de supprimer la majoration de 40% des salaires des fonctionnaires, d'augmenter les impôts et la TVA, de doubler l'octroi de mer de 2,5 à 5%, une taxe sur toutes les marchandises qui rentrent et l'élargir aux services afin de financer la suppression des cotisations sociales et fiscales des patrons. Bref, le PS veut taxer plus les plus pauvres pour donner plus aux riches et

créer des « zones franches globales », sans charges ni code du travail, qu'il baptise « plus grande autonomie locale »... Pour défendre cette « loi travail coloniale » contre les barrages des manifestantEs, le pouvoir a sorti les blindés. Déjà en novembre, lorsque le mouvement avait débuté – interrompu par l'état d'urgence – sa police avait tiré à balles réelles sur les jeunes! Rompre le silence sur la grève générale à Mayotte, c'est le minimum pour nous qui vivons dans la puissance coloniale. C'est aussi lier nos combats à ceux des habitantEs de Mayotte, puisqu'ils le font eux-mêmes, alors qu'ici les jeunes et les salariéEs se mobilisent contre une loi travail métropolitaine qui est au fond aussi une transformation du pays en « zone franche ». C'est enfin avec les « Nuits debout » accueillir le combat des Mahorais par une parole internationaliste et qui nous passionnent tous: « l'égalité réelle ».

Jacques Chastaing

1- Ce qui avait valu une grève générale de 44 jours contre la vie chère en 2011, puis celle des fonctionnaires en 2013 pour une prime de vie chère.
2- Le RSA est par exemple de 37,5% du montant de celui de la métropole.

ISLANDE

Panama papers déclenche une crise politique

Les révélations du 3 avril sur les « Panama papers » éclaboussent le gouvernement islandais de droite. Le Premier ministre et deux ministres (parmi 600 Islandais de la classe dominante) ont planqué leur argent dans des sociétés établies dans des paradis fiscaux.

Lundi 4 avril, entre 8 000 et 20 000 manifestants se sont rassemblés à Reykjavik devant le Parlement pour exiger la démission du gouvernement et des élections anticipées. C'est l'équivalent d'une manifestation de 2 à 4 millions de personnes à Paris! La droite manœuvre pour éviter de nouvelles élections. Le Premier ministre a démissionné (mais il redevient député et reste à la direction de son parti), mais le reste du gouvernement reste en place en attendant des élections annoncées à « l'automne ». Les manifestations continuent, avec encore 10 000 personnes samedi 9 avril. La colère est d'autant plus grande que trois anciens dirigeants de banques condamnés pour délits financiers viennent d'être libérés en ayant purgé moins d'un quart de leur peine.



Lundi 4 avril, par milliers pour réclamer la démission du Premier ministre. DR

Droite rejetée, gauche discréditée

La droite au pouvoir depuis 2013 est rejetée, mais la gauche n'en profite pas. En janvier 2009, d'immenses manifestations avaient contraint le gouvernement de droite à la démission, et la gauche avait gagné les législatives du printemps. Les Islandais se souviennent de sa trahison entre 2009 et 2013: elle a imposé l'austérité et cherché à imposer le remboursement des créanciers étrangers. Néanmoins, par deux fois (en 2010 et 2011), les Islandais ont rejeté par référendum le remboursement de la dette de la banque Icesave à l'égard du Royaume-Uni et des Pays-Bas.

Le gouvernement de gauche avait aussi enterré le projet de nouvelle Constitution. Une assemblée constituante avait été mise en place par tirage au sort de 950 personnes pour définir quelques principes. Puis une assemblée de 25 rédacteurs (élus par le peuple) avait rédigé une Constitution certes bourgeoise mais progressiste, actant la propriété publique sur les ressources naturelles ou l'extension du champ de la démocratie directe. Cette Constitution avait été largement adoptée (67%) lors d'un référendum en octobre 2012. La droite était vent debout, et la gauche a renoncé à faire voter le Parlement. La nouvelle constitution a été enterrée.

Balayer la classe politique

L'ensemble de la classe politique traditionnelle est discréditée. Le Parti pirate est désormais crédité de 43% d'intentions de vote (contre 5% en 2013). Il milite pour la transparence de la vie publique, plus de démocratie participative, et la mise en place de la nouvelle Constitution. C'est progressiste, mais cela ne suffira pas à ébranler le système.

Les travailleurs ont renoué avec les grèves en 2015, et les salaires augmentent à nouveau (après la chute de 2009-2010 et un blocage les années suivantes) dans un contexte de reprise économique. La mobilisation actuelle doit se donner l'objectif de balayer l'ensemble de la classe politique corrompue et d'établir un véritable pouvoir populaire basé sur l'auto-organisation des travailleurs. Les capitalistes doivent être expropriés et les travailleurs doivent prendre le contrôle des moyens de production et de la monnaie.

Gaston Lefranc

POUTINE, PATRIOTISME ET MANŒUVRES POLITIQUES

En septembre 2016 auront lieu en Russie les élections parlementaires. Le fait que cet événement politique soit considéré par tout le monde (y compris les autorités du Kremlin) comme particulièrement important peut paraître étrange, puisque dans le cadre du régime autoritaire et présidentiel qui s'est instauré dans le pays, qui se caractérise par une insignifiance totale de toutes les branches du pouvoir sauf l'exécutif, le Parlement est incapable d'avoir un quelconque rôle politique indépendant....

La composition n'influence guère la formation du gouvernement et pratiquement toutes les initiatives législatives importantes sont élaborées soit par les ministères, soit par l'administration présidentielle pour ensuite être soumises au rituel symbolique d'une approbation par la majorité parlementaire loyale. Mais tout de même, les élections parlementaires ont une grande signification pour le système politique russe, car en fait, elles jouent le rôle d'un plébiscite bonapartiste qui légitime le pouvoir en général, en particulier sa politique actuelle. Durant toute l'époque poutinienne, les élections parlementaires et présidentielles faisaient partie d'un seul cycle politique qui suivait le même scénario : le triomphe électoral du parti dirigeant Russie Unie devait précéder et garantir le triomphe encore plus sensationnel de Vladimir Poutine. En décembre 2011, ce mécanisme est tombé en panne : la fraude électorale en faveur de Russie Unie a provoqué des manifestations de masse qui exprimaient le mécontentement du peuple contre ce régime politique dans son ensemble. Le mécanisme relativement doux d'une « démocratie dirigée », qui se basait sur la dépolitisation d'une majorité de la population, n'était plus valable. La victoire de Vladimir Poutine aux élections de 2012 a marqué un tournant plus à droite du régime qui a déterminé le contenu du consensus autour de la figure du président. Dorénavant, il n'était plus vu comme un technocrate intelligent qui a assuré la croissance économique, mais comme le leader national auquel le pays doit se rallier face aux complots et aux menaces extérieures. La réaction agressive par rapport au Maïdan de Kiev, puis l'annexion de la Crimée et l'intervention à l'Est de l'Ukraine, avaient pour but la transformation des relations entre le pouvoir et la société. Dans ce sens, les événements de 2014 ont confirmé la thèse ancienne de Clausewitz : la guerre est la continuation de la politique intérieure... Désormais, le soutien au pouvoir actuel est présenté non comme un choix rationnel, mais comme un devoir citoyen rejoignant le dévouement patriotique à son pays, pour son indépendance et ses intérêts nationaux.

Bonapartisme et patriotisme

Ce nouveau contenu idéologique a été bien formulé par Vyacheslav Volodin, le consultant politique principal du Kremlin : « Tant qu'il y a Poutine, la Russie existe. Pas de Poutine, pas de Russie. » Une personnification pareille signifie de fait que la figure d'un « père » symbolique Poutine s'élève au-dessus de la politique quotidienne. Vous pouvez être libéral ou nationaliste, un partisan de l'intervention de l'État dans

Suivant cette logique, la responsabilité de la chute du niveau de vie et des conséquences de la politique néolibérale « anti-crise » est portée par les ministres, les députés, les gouverneurs, par n'importe qui... sauf par le président. Même aujourd'hui, alors que l'effet de propagande concernant la « réunification avec la Crimée » commence à considérablement s'affaiblir, le soutien du Président reste assez fort. Ainsi, selon les derniers sondages d'opinion du Centre

mars 2017 à mars 2018. Le sens de cette manœuvre est évident : les élections parlementaires et présidentielle ne doivent plus représenter les deux parties du même scénario, mais construire deux scénarios distincts. Selon le premier, le cercle restreint des partis composant la symphonie du « consensus de Crimée » vont critiquer le gouvernement en rivalisant avec lui pour capter les sympathies de la population mécontente. Selon le deuxième, l'instinct patriotique naturel ne doit laisser aucune place aux doutes sur la nécessité de donner un soutien absolu à Poutine.

Les partis de « l'opposition officielle », les communistes (KPRF) et Russie Juste se sont déjà focalisés dans ces campagnes électorales sur la critique féroce du gouvernement, exigeant même sa destitution. Ces deux partis administrés « manuellement » depuis le Kremlin jouent le rôle de baromètre de la critique tolérée. Gennady Zyuganov (KPRF) et Sergueï Milonov (Russie Juste) soutenaient toutes les initiatives politiques importantes du Kremlin, à commencer par l'adoption de lois de plus en plus répressives contre les « agents étrangers »³ et par le soutien militaire du régime de Bachar el-Assad en Syrie. En même temps, en se positionnant en tant que « gauche » du spectre politique, ils montrent l'étendue des opinions au sein du consensus poutinien qui contient la possibilité de critiquer certains ministres et les mesures impopulaires prises par le gouvernement. Dans les conditions de l'augmentation du mécontentement populaire (qui est surtout passif pour le moment), le parti Russie Unie, dont les représentants sont à la tête du gouvernement et constituent la majorité des gouverneurs, peut devenir un « bouc émissaire » rituel. Même s'il y a de fortes chances pour que ces truquages politiques s'avèrent efficaces et qu'en automne le Kremlin obtienne le Parlement entièrement à sa botte, les élections suivantes deviendront la première démonstration nationale du peuple mécontent des conséquences de la crise économique.

1- <http://kremmlin.ru/events/president/news/20603>
2- <http://www.levada.ru/indikatory/odobrenie-organov-vlasti>
3- http://www.gazeta.ru/politics/2012/07/06_a_4672745.shtml



l'économie ou un adepte du marché libre, ne pas aimer les autorités centrales, les ministres ou les gouverneurs... Mais une liaison « Poutine-Crimée-Russie » s'impose en dehors de tous doutes et ressentiments. Ceux qui ne sont pas d'accord sont mis tout simplement en dehors du spectre politique russe et deviennent les « traîtres de la nation » (comme l'a dit le Président lors de son fameux discours « de la Crimée » en mars 2014¹).

Levada, 81% font confiance à Poutine, tandis que 41% ne font plus confiance au Premier ministre Medvedev et 47% ne croient pas le gouvernement en général²...

Manœuvres électorales

Cette dynamique inquiétante a poussé le Kremlin à prendre la décision d'avancer les élections parlementaires de décembre 2017 à septembre 2016, et, à l'inverse, de reporter les élections présidentielles de

RÉCESSION ÉCONOMIQUE, AUSTÉRITÉ ET PAUVRETÉ

Les conséquences sociales d'une récession économique ont déjà touché la majorité de la population qui commence à mettre en doute l'explication propagandiste de ses causes par les intrigues de l'Ouest...

L'instauration des sanctions internationales et la chute des prix du pétrole depuis 2014 ont contribué à la chute de la production que l'on a déjà observée en 2012. De plus, au moment de la chute majeure du rouble au marché des changes fin 2014, le Premier ministre Medvedev a reconnu que « la Russie n'est jamais sortie de la crise depuis le 2008 »¹. En 2008, la crise mondiale n'a pas seulement influencé l'économie russe affaiblie, mais elle a aussi provoqué une ruine de longue durée de tout le système capitaliste post-soviétique qui a renforcé les activités militaires et la consolidation du régime à l'intérieur du pays. Pourtant, c'est pendant ces deux dernières années que la baisse massive des revenus pétroliers combinée avec la perte de possibilité de refinancement à l'Ouest pour les banques russes ont laissé au gouvernement de moins en moins de marge de manœuvre. La stratégie ancienne de rapiécer les trous dans l'économie avec l'aide des fonds de réserve gouvernementaux ne marche pratiquement plus aujourd'hui.

En même temps, l'ampleur actuelle de la crise indique que la perspective d'une catastrophe sociale devient de plus en plus réelle. Ainsi, vers la fin de 2015, le déclin de l'économie russe a atteint 3,7%, tandis que l'inflation a atteint 15,5% (avec un maximum de 16,9% en mars 2015). Les taux de pauvreté sont frappants : le nombre de personnes ayant un revenu inférieur au seuil de pauvreté a augmenté de 16,1 millions à 19,2 millions de personnes (ce qui représente 13,4% de toute la population) pendant cette courte période. Il est intéressant de noter que, fin d'année dernière, le minimum vital fixé par le gouvernement était de 9452 roubles², à savoir 123 euros. On peut imaginer quel pourcentage de la population du pays possède des revenus légèrement plus élevés que ce chiffre infime, mais qui sont au-delà du seuil de pauvreté reconnu officiellement. En outre, selon les derniers sondages, 73% des Russes n'ont pas d'économies pour « les mauvais jours » et dépendent tout leur salaire pour les biens les plus nécessaires quotidiennement³.

Un chômage bas ?

Dans ce contexte, vu de l'extérieur, les chiffres du chômage n'ont pas l'air d'être si mauvais : les statistiques officielles le fixent à 5,8%⁴, c'est-à-dire 4,4 millions de personnes. Ce nombre comprend aussi celles et ceux en recherche active de travail, mais qui ne sont pas enregistrés à la bourse du travail. De plus, le nombre de ceux qui ont été inscrits à la bourse a augmenté de 70 000 personnes (soit de 7%) pendant les trois premiers mois de 2016. Les taux de chômage relativement bas et une baisse beaucoup plus rapide du niveau de vie s'expliquent par les efforts du gouvernement à maintenir l'emploi formel (à l'aide des réductions des salaires et du temps de travail). Ainsi, la pratique de « vacances non payées » est très répandue parmi les grandes entreprises industrielles. La motivation importante est « le maintien de la stabilité sociale », pas tant dans les grandes villes, où, en cas de licenciement, on peut trouver un autre emploi peu rémunéré, mais surtout dans les prétendues « mono-villes » construites à l'époque soviétique autour des grandes

industries. Dans le cas des licenciements à grande échelle dans ces entreprises, une partie importante de la population de la ville est mise automatiquement dans la catégorie des chômeurs « chroniques », et toute la ville se transforme en lieu de troubles sociaux potentiels... Déjà au stade de l'adoption du budget pour l'année 2016, le Premier ministre Medvedev a déclaré : « Nous ne pouvons pas nous passer d'une rationalisation importante des coûts, et celle-ci ne doit pas être faite d'une manière simple, comme on le faisait souvent en augmentant le fardeau fiscal des entreprises, mais en réduisant les dépenses inefficaces »⁵. Selon Medvedev, l'indexation des pensions représente par exemples des « dépenses inefficaces ». Aussi, il a été proposé de supprimer l'indexation pour les retraités qui travaillent (14,9 millions) et de réduire l'indexation globale des pensions à 4% (avec une inflation officiellement prévue de 10%). Le mécanisme d'indexation des salaires dans le secteur privé est mal conçu dans la

législation du travail russe et n'existe qu'à titre indicatif. Pour tous les travailleurs du secteur public, l'indexation n'a jamais été réalisée au cours de ces deux dernières années. Et pour ce secteur, il est significatif que l'augmentation des salaires (qui n'est pas en mesure de couvrir les pertes de l'inflation) est prévue par le gouvernement à l'automne 2016, évidemment à des fins propagandistes à la veille des élections. Établi dans un esprit d'austérité, avec des dépenses d'éducation et de santé considérablement réduites, le budget de 2016 a encore baissé de 10% cet hiver. La structure même des recettes publiques, où la majorité des bénéficiaires (70%) proviennent des exportations de pétrole et de gaz, fait que des coupes constantes soient inévitables pour la suite.

1- <http://www.vz.ru/news/2014/12/10/719639.html>
2- <http://ppt.ru/info/18>
3- <http://www.rbc.ru/society/31/03/2016/56fcec989a7947d73324d51>
4- <https://lenta.ru/news/2016/03/29/trud7>
5- http://www.bbc.com/russian/business/2015/10/151007_russia_budget_2016

Crise
d'une

Dossier réalisé par Ilya Budraitskiy
Traduit par Hanna Perekhoda



e et signes catastrophe à venir

tskis (Mouvement socialiste russe)

La propagande anti-ukrainienne massive, qui a rempli les médias pro-gouvernementaux depuis le début de 2014, a toujours insisté sur la relation entre la protestation de masse, avec le chaos inévitable, et l'appauvrissement. Un argument conservateur classique a été développé selon lequel le désir des masses de changer quelque chose en mieux conduirait à la fin à une détérioration inévitable... L'autre versant de cet argument est l'externalisation de tout conflit social, c'est-à-dire l'idée que derrière tout conflit social, il y a la volonté cachée des forces étrangères de « disloquer la situation » et de provoquer un « changement de régime » aux conséquences désastreuses pour l'indépendance nationale du pays... Toute grève ou mouvement social local est traité instantanément comme une tentative « d'organiser un nouveau Maidan ». C'est seulement fin d'année dernière que cette forme de propagande a commencé à perdre son pouvoir magique. Les protestations liées à divers aspects de la crise et de la politique « anti-crise » menée par le gouvernement ont lieu de plus en plus souvent, mais restent encore bien loin non seulement de l'affirmation d'un agenda alternatif, mais aussi de la coordination d'actions

au niveau national. L'exemple le plus important de ce genre de protestation a été le rassemblement des chauffeurs-camionneurs lancé en novembre 2015. Dans 40 régions de Russie, les propriétaires de camions se sont opposés simultanément à la nouvelle collecte des impôts sur les dommages causés à l'infrastructure routière.

Début de renouveau des luttes

Depuis 2015, le nombre de manifestations – spontanées ou organisées par des syndicats indépendants – contre les suppressions d'emplois ou les baisses ou retards de salaires, a considérablement augmenté. Ainsi, au cours de l'année passée, le nombre de manifestations a augmenté de 40% par rapport à 2014. Parmi les participants aux grèves (la plupart du temps ce sont des grèves « italiennes » ou à court terme), on retrouve les travailleurs des grandes entreprises industrielles et du secteur public (hôpitaux, services publics), du secteur des services, et même les employés de l'industrie de guerre.

Les partis d'opposition qui font partie du « consensus de Crimée », le Parti communiste et Russie Juste, jouent un rôle de plus en plus important dans l'absence d'orientation des participants à des manifestations encore très

Ainsi, en mars 2015, dans le contexte de hausse de l'inflation, le ministre des Finances Siluanov a déclaré avec assurance que « le pic négatif est passé et nous voyons des moments de stabilisation », et en décembre dernier, la présidente de la Banque centrale, Mme Nabiullina, a même déclaré qu'« il n'y a pas de crise dans le système bancaire »¹... Ce flux infini de déclarations peut être expliqué partiellement par le souci de contenir la panique parmi la population. Il semble que l'élite de Poutine n'a pas vraiment de plan à long terme pour sauver l'économie du pays. Le cynisme sans limites de cette élite se combine étrangement avec une foi presque mystique en la « main invisible du marché », qui les sauvera comme dans les années 2000, quand les prix du pétrole ont augmenté et sont devenus un véritable cadeau du destin. Par conséquent, Poutine était tout à fait sincère quand, en décembre 2014, immédiatement après le « mardi noir » (lorsque le rouble s'est effondré de 15 points), il a déclaré que « la croissance est inévitable, notamment parce que la conjoncture économique extérieure va changer »².

Offensive libérale

En même temps, une autre logique est visible, une logique purement néolibérale : utiliser le ralentissement économique et l'appauvrissement de la population pour la promotion des « réformes structurelles », réduisant radicalement les standards sociaux et le coût de la main-d'œuvre dans le pays. Ainsi, selon les estimations des experts Vnesheconombank de l'État, l'absence de l'indexation et la dynamique continuent de réduire les revenus de la

population et contribuent à faire que la part des bénéfices bruts dépasse la part des salaires, et ainsi à rétablir l'attractivité du pays pour les investisseurs³. On retrouvera la même logique dans les discussions sur une éventuelle privatisation à grande échelle des biens de l'État, comme la Compagnie des chemins de fer russes et une très grande « Sberbank ». Ce n'est pas par hasard qu'en mars 2016 à Moscou, la mission conjointe du FMI et de la Banque mondiale a salué la politique « anti-crise » du gouvernement russe. Il est essentiel de noter que la recherche

agressive. Au cours des dernières années, les investissements massifs dans la production d'armes sont restés l'une des principales priorités du gouvernement, et le budget militaire en 2016 est augmenté à 4% du PIB (0,8% de plus que l'année dernière)⁴. L'opération militaire en Syrie, en plus des objectifs de politique étrangère, a clairement servi de publicité pour les dernières innovations militaires. L'un de ses résultats est le fait que l'Inde, l'Algérie et d'autres pays ont commandé les bombardiers et les hélicoptères militaires russes pour un montant total de 7 milliards de dollars...



Un bureau de changes, le 12 août 2015 à Moscou. DR

de nouvelles sources de revenus du gouvernement dans les conditions d'approfondissement de la crise et de la chute des prix du pétrole stimulera plus la militarisation de l'économie et, par conséquent, une politique étrangère

- 1- http://www.bbc.com/russian/business/2016/01/160120_russian_officials_crisis
- 2- <http://kremlin.ru/events/president/news/47250>
- 3- <http://www.vedomosti.ru/economics/articles/2016/03/09/632900-spad-2016>
- 4- <http://ria.ru/economy/20151024/1307503105.html>

LA CROISSANCE DE LA PROTESTATION SOCIALE ET LA CRISE DE L'OPPOSITION

Jusqu'à tout récemment, l'un des éléments importants du « consensus de Crimée » restait la criminalisation de tout mécontentement politique ou social.

isolées. En l'absence d'organisations fortes ayant la volonté de participer au conflit, les manifestants cherchent des intermédiaires politiques intégrés dans le système et possédant les ressources nécessaires pour rendre publiques leurs demandes. Aujourd'hui encore, on peut voir comment la fonction de « soupape de sécurité » auquel les communistes russes se sont habitués depuis les années 1990, est de plus en plus utilisée par le Kremlin et s'intègre organiquement dans la logique de la campagne électorale récemment lancée.

Quelle opposition ?

L'opposition libérale (comme le Parti républicain de la Russie - Parnas), absolument pas intégrée au système politique et qui insiste sur la démocratisation radicale, reste isolée du mécontentement social croissant. Tout cela est prédéfini par la tradition politique et sociale. Les héritiers des « réformateurs libéraux » de l'ère de Eltsine, ses dirigeants comme Mikhail Kassianov et Alexei Navalny, voient la source principale de changement dans un mécontentement croissant des certains secteurs des grands et moyens propriétaires. Leurs exigences de « nettoyage » de l'appareil d'État et des fonctionnaires corrompus, de la démocratisation du système, sont combinées avec la reconnaissance de la nécessité des « réformes structurelles »

et de la « fin de la confrontation avec l'Occident ». Pour eux, le démantèlement d'un régime personnalisé est plus envisageable sous la forme d'un changement par le haut avec la participation d'élite dite moderne, les mouvements

Crimée » ni de la « fronde » libérale, doit trouver une connexion avec le mouvement de protestation sociale qui s'éveille, mais qui n'est pas encore organisé et politiquement formé. Le programme de ce mouvement ne peut



« Sans voix », en décembre 2011 lors d'une manifestation contre Poutine. DR

de rue extraparlémentaires étant considérés comme un facteur secondaire pour faire pression sur les autorités. La gauche radicale qui ne fait partie ni de l'opposition au « consensus de

être que démocratique et socialiste. En même temps, il devra donner une réponse concrète à la crise nationale dans laquelle se trouve aujourd'hui la Russie.

SNCF

Il faut la convergence des luttes!

Au moment même où le gouvernement annonçait la loi El Khomri, il annonçait également un changement d'ampleur de l'organisation du travail à la SNCF d'ici le mois de juillet.

Ce nouveau décret socle voulu par le gouvernement s'inscrit dans la perspective de la libéralisation totale du secteur d'ici 2022 : casser les conditions de travail des 155 000 cheminotEs de la SNCF pour permettre à la concurrence (et la SNCF) de se faire une place au soleil.

Dès l'annonce de cette déclinaison de la loi travail à la SNCF, les cheminotEs ont montré leur ras-le-bol, notamment les 9 et 31 mars par des grèves importantes. Le parallèle entre la loi travail, le décret socle et ses suites (convention collective et accord d'entreprise), sont évidents, et il coule de source que la lutte pour les conditions de travail dans le secteur ferroviaire doit s'inscrire dans le cadre plus général de la lutte contre la casse du code du travail.

Mais ce n'est pas l'avis des bureaucraties syndicales. Ainsi la fédération CGT cheminot explique depuis le début qu'il ne faut pas « mélanger » les deux, que le faire consisterait à « envoyer les cheminotEs à l'abattoir », que le calendrier de la négociation à la SNCF n'est pas le même que celui sur la loi El Khomri... Selon elle, se lancer maintenant essoufflerait les cheminotEs considérés comme « de la chair à canon » pour fournir les bataillons d'une grève qui ne les concerne pas directement, avec la certitude que les cheminotEs se retrouveront seuls en juin quand la lutte autour de la loi El Khomri sera passée.

Se coordonner, reconduire...

Ainsi, alors que l'intersyndicale nationale appelle à une grève le jeudi 28 avril... les cheminotEs sont appelés à faire grève deux jours plus tôt. La manifestation du 3 mai est reportée au 10 mai... pour ne pas interférer avec la présentation de la loi travail qui doit se faire le même jour à l'Assemblée nationale...

De son côté, Sud Rail est bien pour faire le lien entre la loi travail et le décret socle en défendant la perspective d'une grève reconductible... sur le papier. Dans les faits, elle n'arrive pas à prendre d'initiative et reste prisonnière du calendrier de la CGT. Et il existe même des sections plus ou moins sur la même longueur d'onde que la CGT.

Dans les jours qui viennent, il faudra que les équipes syndicales et les militantEs de la grève qui se sont fait connaître ici ou là puissent se coordonner et appeler clairement à la grève reconductible à partir du 26 avril, dans la perspective de faire la jonction jusqu'à la grève du 28 avril... Et au-delà !

Correspondants

PAU (64)

Le congrès du pétrole offshore perturbé

Pendant 3 jours, les grandes sociétés pétrolières se sont réunies à Pau pour discuter du forage en eaux profondes.

Au mépris des décisions, pourtant bien insuffisantes, de la COP21, les pétroliers s'entendent pour aller chercher le pétrole toujours plus loin et toujours plus profond, programmant ainsi l'accélération du réchauffement climatique. Mais des militants écologistes et du mouvement social ont réussi à troubler la

fête, en alternant opérations « coup de poing » (blocage de l'entrée du congrès, réveil nocturne à coups de sirène dans les couloirs des hôtels huppés où ils étaient logés...) et rassemblements de masse (chaîne humaine, concert, die in, qui ont rassemblé plus de 500 personnes chaque fois). Le premier jour du congrès, trois militants ont pu rentrer dans la salle, s'enchaîner à des tables et expliquer, en français en en anglais, pourquoi il faut arrêter de chercher de nouveaux forages, les méfaits de l'exploitation pétrolière et des dangers liés à l'augmentation de la température.

La violence comme seule réponse

Les réactions du maire de Pau François Bayrou et du député socialiste David Habib ont bien montré que leurs soucis environnementaux s'arrêtent devant l'argent roi. Le premier a déploré que l'on puisse remettre en cause Total qui assure la prospérité de la ville depuis 50 ans. Quant au second, connu pour son productivisme, il a vilipendé ces « extrémistes », précisant que « aucune utopie ne saurait justifier la folie et la violence ».

Or, toutes les actions des écologistes étaient non

violentes. La seule violence est venue des forces de l'ordre : des manifestants ont été brûlés par des lacrymogènes tirés à bout portant, d'autres ont pris des coups. Toutes les forces de police et de gendarmerie du département avaient été mobilisées, les congés reportés...

Parions qu'à défaut d'avoir été convaincus par nos arguments, les représentants des sociétés pétrolières présents à Pau repartiront en sachant qu'ils ne pourront plus continuer leur business en toute impunité.

Commission nationale écologie

NUIT DEBOUT

Contre flics et marées

Alors que le noyau de personnes à l'origine des « Nuits Debout » commençait à envisager de planifier l'occupation en « temps forts », en week-ends, en soirées thématiques, les tentes et structures ont poussé comme des champignons sur la place et le nombre de participantEs augmente de jour en jour, d'échéances en échéances, d'assemblées populaires en assemblées populaires. Les premiers matins, la répression était violente : bousculades, coups de matraque, clefs de bras et « jets de gauchistes dans le métro », les flics étant déjà bien entraînés grâce aux étudiantEs de Tolbiac, aux lycéenEs de Bergson, aux migrantEs de Calais, aux Zadistes de Notre-Dame-des-Landes, aux banlieusardEs (entre autres).

Et c'est au moment où c'est le plus dur de tenir, après la fatigue du mois de mobilisation acharnée contre la loi travail, qu'on apprend qu'il y a des

« Nuits Debout » dans plus de 60 villes en France : à Nantes, Rennes, Bordeaux, Toulouse, Marseille ou encore Lons-le-Saunier, mais aussi dans la banlieue parisienne, à Saint-Denis, Ivry-sur-Seine... Qu'il y en a même une à Bruxelles et que les indignés espagnols reprennent leurs places. Même la place de Tulle où Hollande faisait sa victoire en 2012 est aussi occupée!

Le mouvement n'est pas fermé. Les

Des militantEs sont en train de dépa- ver autour des arbres pour créer un potager.

Du rêve général à la grève générale

La « Nuit Debout » est la prolongation de la manifestation massive du jeudi 31 mars, et elle a pour perspective première de faire tomber le projet de loi travail, car nous n'avons pas les moyens de perdre une fois de plus face au gouvernement. La tonalité des discussions en assemblée populaire est à la

convergence des luttes. Comme tout le monde, Frédéric Lordon a attendu son tour pour parler : « Nous n'occupons pas pour



CHARMAG

personnes privées d'emploi et des personnes refusant d'être salariées. Les débats appellent à la convergence entre toutes les luttes pour l'émancipation : celles contre l'impérialisme, contre les violences policières, du féminisme, des problématiques LGBTI+, de l'antiracisme, de la démocratie, des questions écologiques...

« Nuit Debout » a aussi impulsé des actions dans des gares parisiennes en direction des salariéEs et des usagerEs, mais aussi à Stalingrad avec les migrantEs (voir article sur cette double page), devant les prud'hommes contre l'homophobie... Tout a été fait pour renforcer la manifestation du samedi 9 avril par des cortèges dynamiques qui ont révisé des chants avec la compagnie Jolie Môme, un Pink block organisé à l'initiative des espaces LGBTI+ et féministe, le renforcement des liens avec les facs en luttes, ainsi que par des diffusions massives de tracts.

Ne nous regardez pas, rejoignez nous!

Il ne s'agit pas là de parler de révolution par les urnes, de votation citoyenne, de fête de l'Huma permanente ou de calquer des choses déjà usées. Nous anticapitalistes révolutionnaires avons un rôle à jouer dans cet espace, pour ne pas laisser place aux confusionnistes, aux conspirationnistes, aux souverainistes nationalistes

et autres réacs qui rodent en espérant récupérer le mouvement.

Être « Nuit Debout », c'est se libérer du temps pour réfléchir, élaborer, débattre et discuter, c'est expérimenter de nouveaux cadres de socialisation, c'est s'habituer à reprendre la rue et se réapproprié notre espace public, c'est créer au cœur des villes des points de convergence et des tremplins pour toutes les luttes.

Tarik Saffroui

PLACES

Le gouvernement veut détruire « Nuit Debout », détruisons le gouvernement!

Une semaine après le début de l'occupation de la place de la République dans le centre de Paris, nous sommes donc le « jeudi 31 mars » selon le nouveau calendrier de lutte. Dans l'assemblée populaire, une femme prend la parole : « On a une semaine. Alors évidemment on est encore à un stade de nourrisson : les premiers mots de bébé, "caca, caca!", c'est la première étape logique. » Nous en étions encore seulement au stade du constat, du partage d'expériences, bref d'assumer collectivement que la société dans laquelle nous évoluons est merdique...

RENAULT TECHNOCENTRE GUYANCOURT (78)

Merci patron(s) !

Le 16 mars dernier, un salarié d'EuroDécision, prestataire au Technocentre Renault de Guyancourt est convoqué par son employeur. Celui-ci a reçu un mail de la responsable des prestataires de Renault exigeant que le salarié rende son badge d'accès au site et ne se représente pas au Technocentre...

La veille, après sa journée de travail, ce salarié avait adressé un message depuis son ordinateur personnel à son domicile, à l'ensemble des organisations syndicales du Technocentre et à 2 élus CFE-CGC. Dans ce mail, le salarié se présente comme « bénévole du journal Fakir » et après avoir présenté sous son meilleur jour le

film Merci patron!, propose à ses destinataires de prendre contact avec ceux qui assurent sa diffusion pour envisager une projection suivie d'une discussion, suggérant pour l'organiser un rendez-vous après la manifestation contre le projet de loi travail.

Une audace inacceptable pour la direction de Renault. L'étonnement

RETRAITES COMPLÉMENTAIRES

Un accord coûteux pour les salariéEs

Une simulation effectuée par le Conseil d'orientation des retraites (COR) illustre l'impact de l'accord signé en octobre 2015 par le patronat et par trois syndicats (CFDT, CFE-CGC, CFTC) pour prétendument redresser les comptes des régimes de pensions complémentaires des salariéEs cadres et non cadres du privé (Agirc-Arrco).

Cette simulation met en évidence qu'unE cadre né en 1959, voulant partir à la retraite dès qu'il a cotisé suffisamment longtemps au régime de base, perdra ainsi environ 14,5% de sa pension complémentaire. Cette perte s'accroîtra au fil des générations pour atteindre plus de 17% pour un cadre né en 1990. Les salariéEs non cadres y laisseront un peu plus, soit près de 18% pour la génération 1990.

L'équilibre au détriment des salariéEs

Pour les salariéEs, l'enjeu est loin d'être négligeable. L'Agirc compte aujourd'hui pour 57% dans la pension d'un cadre et l'Arrco pour 31% dans celle d'un salariéE non cadre. Comme l'ensemble de la protection sociale, les deux dispositifs sont dans le rouge depuis plusieurs années en raison de la croissance du chômage et des multiples exonérations de cotisations sociales accordées par les différents gouvernements. En 2014, le « déficit » de l'Agirc atteignait 1,98 milliard d'euros et celui de l'Arrco 1,15 milliard. Les réserves accumulées par les deux régimes ont depuis été mises à contribution afin de combler les trous.

Afin de dégager 6,1 milliards d'euros d'économies pour les régimes Agirc-Arrco, la recherche de l'équilibre a donc consisté à faire supporter par les retraités et futurs retraités l'essentiel des mesures d'économies.

En effet, d'un côté, si le patronat avait consenti à quelque 700 millions d'euros d'augmentation des cotisations sociales, c'est après avoir obtenu l'engagement du gouvernement de compenser cette hausse par une baisse des cotisations à la branche accidents du travail maladies professionnelles (AT-MP) de la Sécurité sociale. Côté salariéEs, les modalités de revalorisation de la pension des retraités, décalée désormais au 1^{er} novembre, ont été revues à la baisse avec une sous-indexation d'un point par rapport à l'inflation. Le rendement des cotisations est abaissé à 6% et une extension de l'application de la cotisation AGFF.

Toujours plus longtemps ?

Mais la mesure la plus pénalisante consiste en l'instauration d'un bonus-malus qui vise à encourager les salariéEs à travailler plus longtemps. À partir de 2019, un salariéE remplissant les conditions pour toucher sa retraite de base à taux plein (âgé de 62 ans et ayant cotisé 41,5 ans pour celles et ceux par exemple nés en 1957) aura plusieurs options : soit il cessera sa carrière, et sa pension complémentaire sera diminuée de 10% pendant trois ans ; soit il travaillera un an de plus, auquel cas la décote ne s'appliquera pas. S'il reste en activité un an, le malus ne

s'appliquera pas, et s'il reste un, deux ou trois ans après 63 ans, il aura même droit à un bonus de 10, 20 ou 30%.

Au total, le rapport entre le dernier salaire et la première pension d'un salarié non cadre serait

susceptible de passer en dessous du seuil des deux tiers entre les générations 1965 et 1970. C'est ce que les signataires CFDT-CGC-CFTC appellent sauver les retraites complémentaires...

Robert Pelletier



Toujours plus de travail, toujours moins de pension... PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

AIR FRANCE L'indignation

Une semaine de grève dure aux hangars avion Air France Orly, impliquant 200 salariéEs, deux avions B777 bloqués quatre jours, entraînant des pertes de plusieurs centaines de milliers d'euros...

Pour travailler sur avion, il faut une autorisation délivrée par la préfecture, le fameux « badge rouge ». Le retrait du badge, c'est l'impossibilité de travailler, et Air France rompt alors le contrat de travail... Résultat, le salarié se retrouve sans indemnités, même pas celle du chômage. Sud Aérien avait obtenu une décision de la Cour de cassation en 2012 imposant le reclassement du salarié dans un secteur non soumis à badge. Car l'employeur a une obligation de reclassement, ce qu'Air France n'accepte pas. Jeudi 31 mars, un mécano avion s'est vu convoquer par sa hiérarchie suite à un refus de badge, et sommé de prendre toutes ses vacances, voire un congé sans solde, en attente du recours déposé à la préfecture. Ce

refus du badge est liée à une bagarre ayant opposé il y a deux ans le salarié à un automobiliste, violence pour laquelle il a été condamné et a payé. Pour le préfet, ce salarié est potentiellement délinquant et pourrait donc être « dangereux »...

Débrayage et assemblées générales

Le soir même, son équipe a débrayé. Le lendemain, 50 mécaniciens se sont réunis, l'émoi s'est propagé, la direction annonçant sa position de principe : si pas de badge, refus de le mettre dans un autre secteur. Les travailleurs étaient indignés, car sur le centre d'Orly, deux ateliers regroupant chacun 800 salariéEs n'ont pas besoin de badge... Durant le week-end qui a suivi, les équipes de 3x8 ont donc refusé de travailler sur les deux avions en sortie, et des AG se sont tenues

matin et soir. Le mouvement a connu son apogée mardi 5 avril. La direction a annoncé que le salarié est pour l'instant payé jusqu'à la fin du mois, une partie en congés et une partie sur les heures de son syndicat Unsa. Progressivement le mouvement a reflué, mais les questions posées restent intactes. En attente du recours, la parole se libère, et l'on découvre que de nombreux salariéEs ont des ennuis avec la justice : divorces tumultueux, incidents de circulation ou de voisinage, excès de vitesse, altercations avec des forces de l'ordre... L'avenir de centaines de salariéEs est donc suspendu à un possible pétage de plomb, ce qui peut arriver à tous. La direction a annoncé une réunion avec tous les syndicats le vendredi 22 avril pour étudier les mesures préventives.

Correspondant

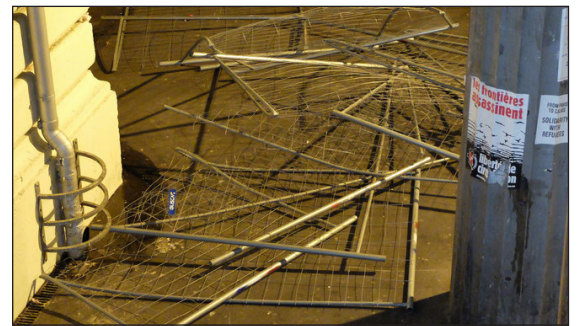
MIGRANT-E-S

Libérons nos quartiers!

La logique des frontières ne fait pas que défigurer l'ensemble de l'Europe ou Calais. Elle défigure aussi nos quartiers. À Paris, la mairie et la préfecture ont ainsi fermé des zones entières, entourées de grilles, pour empêcher les migrantEs d'y installer des campements...

Ces zones publiques devenues interdites, aux migrantEs mais aussi à la population du quartier, se multiplient à La Chapelle, à Stalingrad, Austerlitz ou à la gare de l'Est. À La Chapelle, les deux squares sont désormais fermés au public. À quand la place de la République fermée par des grilles?

Ces grilles symbolisent bien cette logique des frontières qui ne ferment pas que les pays. Les entraves à la circulation se prolongent jusque dans nos quartiers. Aux grilles s'ajoutent les dispositifs policiers et les contrôles au faciès. Enfin, ces dispositifs sont la face matérielle des politiques et discours racistes qui visent à établir des frontières, au sein de la population de nos quartiers, entre Blancs, Noirs et Arabes. Alors ce samedi soir, 9 avril ou « 40 mars », après la manifestation, plusieurs centaines de personnes se sont engouffrées dans le métro, place de la République à 21h, pour une action organisée par des personnes solidaires dans le cadre de la commission action de Nuit Debout...



À Stalingrad, on ne se laissera pas enfermer... DR

«Nuit Debout, grilles à terre»

La destination était Stalingrad, où des petites mains avaient déjà préparé le travail. Dans un joyeux bordel, les grilles qui ceinturent deux zones sous le métro sont tombées. Puis tout le monde s'est agité pour plier les grilles et les rendre inutilisables, tandis que d'autres ont collé des affiches pour l'ouverture des frontières, et d'autres encore ont taggé «Nuit Debout, grilles à terre» sur les murs. Le bordel est productif : au bout d'une dizaine de minutes, tout est plié. Zone libérée! Pas question de repartir en métro. C'est en train de devenir une habitude. Le pouvoir voulait nous interdire de manifester? Il veut contrôler l'espace public et fermer nos quartiers? La rue est à nous : nous repartons en manif sauvage vers République aux cris de «De l'air, de l'air, ouvrons les frontières!», «Paris debout, soulève toi!» ou «Pierre par pierre, mur par mur, nous détruirons les centres de rétention».

À République, le cortège est accueilli par des applaudissements. Une heure après, ce seront plusieurs milliers qui repartent. Cette fois pour aller «prendre l'apéro chez Valls», pas vers les quartiers nord de Paris mais vers Bastille. Dans des quartiers où c'est le prix des logements qui sert de grilles...

Denis Godard

des salariéEs est grand et même si, dans un premier temps, tout le monde a soupçonné la surveillance des mails par les services du personnel, il apparaît qu'en fait, ce serait un des «syndicalistes» destinataire du message qui en aurait informé l'entreprise...

Renault a immédiatement contacté l'entreprise prestataire, lui a communiqué le dangereux mail et a exigé que le coupable quitte le site sans délai. Son employeur a donc mis le dangereux contestataire en mise à pied conservatoire, sans solde, jusqu'à ce qu'une décision de sanction soit prise.

Lors de l'entretien préalable à sanction du 25 mars, son employeur l'a informé de la gravité des faits et lui confirmé que «c'est l'un des

destinataires de [son] courriel qui s'est plaint auprès de sa hiérarchie». Il est coupable d'avoir violé «la charte de bonne conduite et de protection du système d'information», ainsi que son ordre de mission, mais aussi d'avoir «utilisé des moyens internes à Renault [...] à savoir l'intranet et la liste des adresses électroniques des salariés de Renault pour assurer l'envoi de [son] courriel politique».

«Faire le ménage»

La sanction ne sera alors qu'«un avertissement qui sera versé à votre dossier personnel». Mais la situation du révolté s'est aggravée lorsque le journal *Fakir* a révélé l'affaire, notamment en plaçant en ligne sur son site et les réseaux sociaux une vidéo dans laquelle il raconte son histoire, ainsi

qu'une partie de l'enregistrement de l'entretien avec son employeur. Du coup, il a de nouveau été en mise à pied conservatoire, avec une nouvelle convocation à nouvel entretien

préalable à sanction disciplinaire ce 18 avril.

Ainsi, la solidarité patronale fonctionne parfaitement. Le patron de Renault, Carlos Ghosn (revenus annuels

de 15 millions d'euros, soit 1122 SMIC annuel) fait le maximum pour empêcher que ne soit ternie la réputation de son «collègue» Bernard Arnault (patron de LVMH, 3^e fortune de France à plus de 30 milliards d'euros).

Les méthodes de management avec sous-traitance, prestataires, contrats précaires, sont un moyen redoutable pour «faire le ménage». L'externalisation d'une partie de plus en plus importante des activités et des services des grandes entreprises répond à la double fonction de mise en concurrence et de mise au pas des salariéEs. Pas de tribulations, pas de contestataires, moins de grévistes. À nous, les salariéEs de faire preuve d'une solidarité au moins égale à celle des patrons.

Robert Pelletier





Les comités en action!

Dijon (21) Un air de mai 68. Ce mercredi 6 avril avait effectivement à Dijon un petit air de mai 68 avec la venue d'Alain Krivine pour une réunion publique. Celui-ci y a développé les différences et les rapprochements entre mai 68 et la mobilisation actuelle. Il a souligné les limites de l'auto-organisation, ainsi que le rôle de la répression dans les deux cas. La coupure était bien plus forte entre lycéens-étudiants et salariés en 68, mais la conscience de classe était moins diluée et le salariat davantage concentré. Cathy Billard a relaté les ébauches de convergences de luttes dans le 93 (organisation de la solidarité après l'état d'urgence, luttes sur le logement, luttes sociales, sans papiers), des convergences qui sont bien trop absentes dans notre département. Enfin, Lucie Magagnini a développé la relance et le renouvellement du mouvement féministe après 68 et l'actualité du féminisme qui a toute sa place dans les luttes actuelles et les débats du mouvement «Nuits debout». Dans le contexte d'offensive antisociale qui touche particulièrement les femmes, avec un sexisme souvent présent même dans le mouvement, il est important que cette dimension soit réaffirmée. Même s'il n'y avait que 6 participantEs qui n'appartenaient pas au NPA (étudiant, salariéEs précaires ou chômeurs...), la discussion a pu continuer en cassant la croûte... Et bien qu'il n'y ait pas eu de relais médiatique avant notre réunion, Alain a eu un écho dans le journal local qui a titré «Il faudra un mai 68 qui réussisse», ainsi que sur le site «Grand Est». C'est ce profil que nous avons développé à l'assemblée générale de «Nuit debout», qui a regroupé 400 participantEs trois jours plus tard...

Université Paris 8 Meeting-concert, une belle soirée couleur grève. Vendredi 8 avril, à l'université de Paris 8, les étudiantEs mobilisés avaient prévu de fêter leur premier mois de grève d'une manière toute particulière... Dans le grand hall du bâtiment C, travailleurEs, étudiantEs et lycéenEs se sont succédé au son d'un unique refrain : converger, tous ensemble, vers la grève générale.



Des travailleurEs de la SNCF en lutte contre le décret socle, de la RATP, de Air France de Roissy en lutte, une représentante de l'union locale CGT du Havre, des travailleurs sociaux du 93, une représentante de la Coordination des intermittents et précaires (CIP), ainsi que des étudiantEs de Paris 1, Paris 8, du Havre et une lycéenne de la Coordination lycéenne Île-de-France se sont retrouvés au sein de cette université en grève pour se coordonner, échanger des expériences de lutte, et surtout crier d'une seule voix la nécessité de se battre toutes et tous ensemble et de construire la grève générale jusqu'au retrait! Et comme disait la travailleuse du Havre venue spécialement pour le meeting, les liens qui se tissent entre étudiantEs et travailleurEs sont fondamentaux : les dockers du port du Havre se sont engagés à bloquer le port si jamais un jeune était convoqué devant le commissariat ou victime des violences policières. Un exemple à suivre en ce qui concerne l'alliance étudiantEs et travailleurEs, la seule à même de nous faire gagner!



À Vitry-sur-Seine, première réunion du candidat

Le mercredi 6 avril à Vitry-sur-Seine (94), plus d'une quarantaine de personnes sont donc venues à la réunion publique organisée par le comité NPA local, avec Philippe. De fait, c'était sa première réunion après sa désignation comme candidat du NPA à la présidentielle. Adrien, militant syndicaliste, a présenté brièvement le projet de loi El Khomri et a fait le point sur l'état de la mobilisation dans sa boîte et au niveau interprofessionnel. Philippe a ensuite enchaîné sur la situation générale, modifiée très positivement par la mobilisation en cours, même si ça n'efface pas les graves reculs de ces dernières années, notamment la défaite sur les retraites en 2010 et si cela ne doit pas faire oublier les autres sujets brûlants, l'état d'urgence, les migrantEs, les «Panama papers», etc. Au-delà de la revendication du retrait du projet de loi travail, Philippe a montré l'urgence de réponses anticapitalistes à la crise et la nécessité pour cela d'un outil, la construction d'une force politique anticapitaliste.

Un débat riche et de qualité a suivi : sur les forces et les faiblesses de la mobilisation en cours, une réelle dynamique militante dans la jeunesse et chez les salariéEs, un potentiel important mais les difficultés pour l'élargir, la complémentarité avec le mouvement naissant des «Nuit debout», en quoi une organisation comme le NPA peut être utile dans ce contexte, etc.

À Bordeaux, on discute du mouvement

Le lendemain, nous étions une bonne centaine dans l'amphithéâtre de l'Athénée municipal de Bordeaux pour une réunion publique préparée assez vite par les réseaux sociaux, des tractages dans les manifs, devant les boîtes, les marchés, et des affichages des différents comités.

Tant dans les interventions de Vincent, infirmier à l'hôpital

psychiatrique Charles-Perrens en lutte (voir *L'Anticapitaliste* n°330), d'Océane du comité jeunes et du comité de mobilisation de l'université Bordeaux 2, que de Philippe et de la salle, il y avait la révolte et la fierté d'avoir relevé la tête après ces années de coups non rendus, de démoralisation, de montée des idées réactionnaires et xénophobes. Sûr que le mouvement

En campagne

Une semaine avec Philippe Poutou

La semaine dernière, Philippe a participé à deux réunions publiques, puis a conclu sa semaine avec la manifestation de Bordeaux et une participation «dimanche 41 mars» au forum des luttes de la Nuit Debout à Paris...

à construire ensemble le parti dont a parlé Philippe, l'outil indispensable à nos luttes et à l'inévitable affrontement avec le pouvoir. Un débat riche dans lequel sont intervenus de nouveaux camarades dont certains ont laissé leur contact, avant-goût de la manifestation qui allait suivre et d'un premier mai festif et militant que le NPA 33 prépare déjà!

Et pour bien terminer une semaine chargée mais enthousiasmante, Philippe a participé aux «Nuits debout» à Bordeaux, puis à Paris où se tenait dimanche dernier un forum des luttes. Dans une ambiance toujours détendue et fraternelle, de nombreux échanges ont eu lieu, surtout avec des jeunes, même très jeunes. Ceux-ci discutaient économie, écolo-



À Bordeaux, une centaine de personnes lors de la réunion publique. DR

El Khomri encourage à intervenir collectivement, à faire de la politique partout où on est, dans son usine, dans son quartier, dans les «Nuit Debout», aujourd'hui que la gauche gouvernementale nous attaque directement au service des patrons (et de leurs paradis fiscaux), que le Front de gauche est empêtré dans sa solidarité avec ses alliés de «gauche»... Les jeunes, bien présents dans la salle, mais aussi les plus anciens, ont insisté sur la nécessité de nous déployer en défendant l'intégralité de notre programme, en appelant

Fin de semaine dans la rue... et sur les places!

À Bordeaux où Philippe a manifesté samedi 9 avril, la manifestation a réuni comme partout moins de monde que la précédente, mais l'ambiance n'était pas à la morosité : toujours l'espoir, c'est loin d'être fini... Tout au long de la manifestation, Philippe a eu beaucoup de discussions, avec des jeunes toujours mobilisés... et aussi avec des moins jeunes. Des personnes aussi demandeuses pour conserver le contact.

gie, représentation politique ou démocratie. S'interrogeant sur ce que pense le NPA, les discussions ont aussi logiquement porté sur la présidentielle : se présenter faire quoi? Faire entendre une autre voix? L'unité à gauche? Se regrouper? Tout cela dans un climat de confiance où certes pointe la crainte et la méfiance de la récupération politique... Mais on nous rassure en nous disant qu'avec nous, c'est pas pareil! Le NPA en campagne : à suivre... et à faire!

CorrespondantEs

Initiative

Université d'été : toutes et tous à vos agendas!

Du mardi 23 au vendredi 26 août inclus, la 8^e université d'été du NPA aura lieu au Village-club Rives des Corbières, à Port-Leucate au bord de la mer Méditerranée.



Politique et détente, bienvenue à l'université d'été du NPA. PHOTO THÉQUE ROUGE / JMB

Bungalows confortables, repas sous la pergola, salles de réunion, clubs enfants, piscine, tout cela à quelques mètres de la plage : pour la troisième année, nous serons bien installés pour construire le socialisme dans un seul village... et occuper la place!

S'il est encore trop tôt pour dévoiler le programme et la liste des invitéEs, signalons que nos rendez-vous «traditionnels» seront au rendez-vous : meeting de rentrée, plénière internationale avec nos invitéEs, soirées détente et culture, etc.

Dès maintenant, notez bien les dates de l'Université d'été. L'accueil se fera lundi 22 août à partir de 14h, le départ samedi 27 après le petit-déjeuner. Et fin avril, dès que la plaquette d'inscription sera disponible, la rubrique du site pour les inscriptions en ligne ouverte, n'oubliez pas de vous inscrire sans attendre!

Commission Université d'été

Essai

L'ordre de la dette. Enquête sur les infortunes de l'État et la prospérité du marché

Benjamin Lemoine, éditions La Découverte, 2016, 22 euros

Cet ouvrage montre bien les étapes de la subordination directe de la politique économique de l'État français aux intérêts de la finance sans toutefois développer ni une analyse des ressorts mondiaux de cette évolution ni des moyens de briser ce carcan.

Ce livre d'une lecture agréable a deux parties d'intérêt très inégal. Dans la première, un travail historique fouillé, il montre comment, entre le milieu des années cinquante et 1983, les hauts fonctionnaires de la direction du Trésor au ministère des Finances ont collectivement fait passer l'État pas à pas d'une position de commandement par rapport à la finance (il centralisait et orientait l'épargne et ordonnait la création de crédit vers des objectifs prioritaires, pour l'essentiel d'investissements dans les infrastructures), à une situation d'emprunteur dont la dette ne s'éteint jamais, donc d'une entité toujours plus étroitement dépendante des marchés financiers et des institutions qui y interviennent – banques, compagnies d'assurance et fonds de placement financier. Malheureusement le contexte de libéralisation et de mondialisation financière, dans lequel la mutation progressive des prérogatives monétaires et donc du statut même de l'État est pilotée par le Trésor, est traité de façon trop allusive.

Le lecteur familiarisé avec les étapes effectives de ce processus global bénéficiera d'un récit documenté et convaincant de la manière dont, sur vingt ans, il s'est traduit dans la haute administration du ministère des Finances devenue un état institutionnel et idéologique. Le recours à l'emprunt et la dépendance de l'État vis-à-vis des créanciers vont devenir le mode d'existence de tous les gouvernements qui suivront. En revanche le lecteur peu familiarisé avec la mondialisation et la libéralisation financière risque d'y voir une histoire largement franco-française.

Ironie... et limites

Benjamin Lemoine traite avec une certaine ironie ceux (parmi lesquels il inclut le NPA) qui font de la loi de 1973 réformant la Banque de France «le casse du siècle». S'il montre qu'il ne faut sans doute pas donner à cette loi l'importance que lui attribuent certains (et se souvenir de Valéry Giscard d'Estaing plutôt comme l'auteur d'un grand emprunt à 7% indexé sur le cours de l'or qui a puissamment aidé

la finance française à se muscler), il se situe lui aussi, même après le traité de Maastricht puis l'entrée en vigueur de l'euro, dans un cadre largement national. D'autre part, pour que son récit des transformations soit complet, il aurait fallu que soit développé, durant toute la période, ce ne sont pas seulement les prérogatives monétaires qui ont été démantelées mais aussi l'impôt qui a été dégradé par rapport à l'emprunt.

La seconde partie du livre propose une synthèse des éléments que l'auteur privilégie dans la mise en place de «l'ordre de la dette». Le dernier chapitre se termine par une section au titre obscur «Promesses de l'État et "lutte des classes"». Il y est question de la Grèce et de «l'expérience Syriza qui a fait long feu», formulation qui n'est pas vraiment rattrapée par la référence à la mise en place de la Commission pour la vérité de la dette grecque. Il est question aussi d'un «conflit de classe» tenant aux différences d'intérêt entre «les détenteurs d'actifs publics et les victimes de l'austérité budgétaire». Benjamin



Lemoine n'en prône pas moins un «agir politique en amont des combats pour faire admettre l'illégitimité de la dette». Plutôt que de braquer les projecteurs sur les créanciers et viser le contrôle des banques, il pense que «changer l'infrastructure du Trésor, réhabiliter une pluralité technique et modifier l'agencement du débat peuvent permettre de réinvestir le rôle de l'État et éviter des situations d'impasse souveraine». De toute évidence le chercheur s'est laissé envoûter par son sujet d'étude...
François Chesnais

Exposition

«Barbie»

Au musée des Arts décoratifs de Paris, jusqu'au 18 septembre

Tout le monde connaît la fameuse poupée, omniprésente dans les médias et bien souvent décriée. Depuis quelques jours, au sein de cette véritable institution qu'est le très sérieux musée des Arts décoratifs, 700 poupées Barbie sont déployées pour faire revivre une saga avant tout étatsunienne.



Cette exposition présente l'intérêt de s'adresser à deux publics : les enfants s'émerveilleront d'une collection assez exhaustive, allant de la poupée historique à des inédites en robes de soirée créées par les plus grands noms de la haute couture... Les adultes, eux, pourront replacer cette poupée iconique dans une perspective historique, sociologique, en plein cœur de l'américain way of life et de ses évolutions. Créée en 1959 par une femme, Ruth Handler, qui sauvera ainsi la maison Mattel, Barbie est à sa naissance une véritable révolution. Brisant le modèle de la poupée poupon qui prévalait jusqu'alors (où la petite fille était uniquement renvoyée à son «rôle» de future mère...), la poupée mannequin Barbie permet aux enfants de se projeter dans une vie future de jeune femme, idéalisée mais aussi autonome et indépendante... Son âge volontairement flou lui permet d'incarner aussi bien l'adolescente que la jeune femme. Et l'exposition de nous la présenter en activité (plus de 150 métiers) : lycéenne, étudiante, infirmière, hôtesse de l'air... mais aussi vétérinaire, informaticienne, pilote de course, professeur, médecin, danseuse étoile, policière... et même candidate à la présidence des USA, ou astronaute en 1965, soit 4 ans avant Neil Armstrong! Reste les stéréotypes, qui visiblement sont allés en s'amplifiant avec le temps, de pair avec le succès commercial planétaire... La longue silhouette galbée blonde, son caractère filiforme, ont sans nul doute fait bien plus de mal que de bien dans l'imaginaire des petites filles du monde entier (un imaginaire d'où à l'évidence les petits garçons sont exclus...). Pourtant, courant souvent derrière la réalité, Mattel a régulièrement essayé de corriger le tir : de la première Barbie noire... en 1968, à celle aux formes plus rebondies ces dernières années. Toute la contradiction d'une Barbie si souvent critiquée que l'on en viendrait à oublier la dimension progressiste, voire émancipatrice, qu'elle a pu représenter...

Manu Bichindaritz

Essai

Le procès de la liberté. Une histoire souterraine du 19^e siècle en France

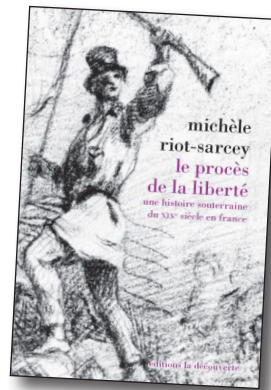
Michèle Riot-Sarcey, éditions La Découverte, 2016, 24 euros

Le dernier livre de Michèle Riot-Sarcey est une intéressante réflexion sur les idées de liberté, de souveraineté et de démocratie au cours des luttes du 19^e siècle. Sans suivre l'histoire de manière chronologique, l'ouvrage cherche à comprendre au travers d'expériences, d'écrits, y compris romanesques, comment sont perçues ces idées par les acteurs de l'époque, en travaillant sur «l'incertitude du passé», ces hypothèses, ces théories, ces pratiques ouvrant des possibles indispensables à une approche globale de la période. Pour l'auteure, la révolution politique et sociale de février 1848 est une rupture décisive du 19^e siècle. Pour nombre

d'insurgés, vivre libre, c'est être maître de son propre travail, et la république est le moyen d'aller au socialisme, d'acquiescer l'égalité réelle. Ce projet d'autonomie, comme conquête individuelle et collective, explique la multiplication d'associations de production et de consommation s'appuyant sur l'expérience des sociétés d'entraide, de secours mutuel. Ces travailleurs cherchent à mettre en œuvre une démarche d'émancipation des travailleurs par eux-mêmes et pour eux-mêmes. La construction de la III^e République après la Commune de Paris met en place un ordre dans lequel la république perd son sens originel, qui échappe aux couches populaires, en séparant strictement le politique et le social. Se développe aussi la conception du parti

d'avant-garde comme condition nécessaire et suffisante à l'émancipation des travailleurs, dans laquelle la démarche de libération échappe aux intéressés qui délèguent leur pouvoir d'agir. Enfin, l'auteure revient sur la question du progrès : «la continuité historique, ... [édifie] son devenir sur la philosophie du progrès. Un progrès fondé, sur l'essentiel, sur la science, au sens large du terme... Le développement du social dépend ainsi entièrement des progrès industriels et agricoles, matériels et techniques. Tandis que la politique s'autonomise pour ne se préoccuper que du gouvernement des hommes... Or on le sait désormais, le progrès de la science n'est pas, loin s'en faut, l'équivalent du progrès de l'humanité».

Patrick Le Moal



1- Autres ouvrages : La démocratie à l'épreuve des femmes - Trois figures critiques du pouvoir, 1830-1848 (Désirée Véret, Jeanne Derain, Eugénie Niboyet), Albin Michel, 1994 ; Le réel de l'utopie, Albin Michel, 1998 ; Histoire du féminisme, La Découverte, 2002, rééd. 2015 ; 1848, la révolution oubliée (avec Maurizio Gribaud), La Découverte, 2008, rééd. 2010.

Témoignage

Je vous écris de l'usine

Jean-Pierre Levaray, éditions Libertalia, 2016, 15 euros

De septembre 2005 à juillet 2015, Jean-Pierre Levaray, auteur entre autres de *Putain d'usine*, a livré tous les mois (sauf en août, les congés payés, ça se respecte !) sa chronique à *CQFD*. De ces cent et quelques fois deux pages et demie (parfois trois), il a fait un livre. Drôle de format sans doute, mais qui rend bien ce mélange de monotonie et le fait que finalement il se passe toujours quelque chose.

Jean-Pierre traque et rend compte de ces petits riens du quotidien, de l'émotion, de la peur quand l'accident surgit, avec le souvenir de la catastrophe d'AZF toujours présent, mais aussi des bons moments, en général ceux des conflits. Billet après billet, il témoigne de l'omniprésence de la menace (ou de l'attente selon l'âge des salariéEs) de la fermeture, qui ne s'est toujours pas produite ! Et quand il ne se passe rien de spécial, comprendre ni grève, ni coup fourré de la direction, ni accident, il dresse

des portraits, au vitriol pour l'encadrement, mais le plus souvent ceux de ses collègues dépeints avec une certaine tendresse. On a ainsi toute une galerie savoureuse qui redonne de l'individualité, de l'épaisseur, de la vie à ceux et celles (plus rares) qu'on appelle les prolétEs. L'auteur écrit DE l'usine, comme on dit d'où on parle, il écrit en ouvrier de l'industrie chimique, en syndicaliste, mais il ne parle pas QUE de l'usine. Il fait vivre tout un monde trop rarement représenté, il peint l'ambiance,



le réfectoire, l'activité syndicale, la lassitude et l'usure, les maladies professionnelles, leurs souffrances et leurs morts, la colère et les petits plaisirs. Absence notable, il ne parle pas du travail, en tout cas pas des gestes, des tâches... «Le travail c'est le chagrin, y'a pas à dire». Alors *Je vous écris de l'usine* n'est pas un livre sur le travail !
Christine Poupin

librairie
★ la-breche.com

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43
www.la-breche.com – contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi : 12 h – 20 h

Nuit Debout

«Aider chacun à se sentir légitime pour entrer en lutte»



Entretien. La compagnie Jolie Môme est une des initiatrices du mouvement «Nuit Debout» qui occupe la place de la République à Paris depuis le jeudi 31 mars. Avec Loïc qui en est membre, nous revenons sur les questions politiques qui traversent ce mouvement, ainsi que sur la mobilisation des intermittentEs.

Où en est le mouvement des intermittentEs qui vient de redémarrer? Medef, CFTC et CFDT ont déjà trouvé un accord entre eux pour réduire le budget de l'Unedic consacré à l'indemnisation des intermittentEs. Ils veulent imposer de réduire de 185 millions par an ce budget dès 2017 et aggraver cette réduction jusqu'à parvenir à 400 millions par an dès 2020. La manœuvre est belle et la conclusion lapidaire : ils confient aux organisations d'entrepreneurs et aux syndicats du spectacle, la responsabilité de choisir quelles seront les modalités de mise en œuvre... On élimine 25% des intermittentEs ? Lesquels ? On réduit les indemnisés de tout le monde de 25% ?

Évidemment aucun de ces choix n'est acceptable. En une semaine, l'info est passée et les assemblées générales ont été comblées : plus d'un millier de personnes au théâtre de la Colline à Paris, et des centaines dans plusieurs villes de France...

Et les actions se sont remises en place très vite. Le soir même, une bonne partie de l'assemblée générale parisienne est partie en manifestation sauvage vers la place de la République pour marquer que cette lutte n'était pas isolée des autres. Deux jours plus tard, la CGT spectacle, la Coordination des intermittents et précaires d'Île-de-France et les étudiants de Paris 1 mobilisés envahissaient ensemble la toute nouvelle Maison des pratiques artistiques amateurs du Forum des Halles. Et à nouveau 48h plus tard, c'est une signature de son formidable livre par Pierre Gattaz au très chic Vesinet qui est interrompue et inlassablement perturbée par les intermittentEs. A suivre bien sûr !

Comment ce mouvement peut-il renforcer et se renforcer de la mobilisation contre la loi El Khomri ? Dans le même temps que l'attaque sur les chômeurEs en général et les annexes des intermittentEs en particulier, l'attaque est triple. Le deuxième coup vient d'une remise en cause de la présomption de salariat dans le spectacle en introduisant à grande échelle le mélange dans les spectacles entre amateurs et professionnels. Cela a pour conséquence de ne plus protéger personne, surtout pas les travailleurEs. Et la troisième attaque, au même titre que l'ensemble des salariéEs, vient des lois El Khomri. La mobilisation est donc facilement unitaire sur ce point particulier.

Quels liens entre la mobilisation des intermittentEs et précaires avec le mouvement des «Nuits Debout» ? Pour toi, quels sont les enjeux de ce mouvement ?

Des intermittentEs du spectacle sont dans le coup de la préparation de cette «Nuit debout – nuit rouge» du jeudi 31 mars qui s'étend depuis. Avant même cette date, la question était soumise en

assemblées à la CGT spectacle, à la Coordination des intermittents et précaires d'Île-de-France de s'impliquer activement dans cette mobilisation. C'est donc sans surprise que l'on a retrouvé des collègues et des camarades sur place. Comme pour tous les présents sur la place, chacun s'investit là où il se trouve utile : dans les débats, dans la commission «accueil et sérénité», dans la régie, à la cuisine ou dans les tracts... en fonction de ses envies et compétences. C'est de toute façon la force de ce mouvement que d'être capable d'inclure n'importe qui en fonction de ce qu'il souhaite donner. Les savoir-faire et les propositions sont donc nombreuses et émanent de militants syndicaux, associatifs et politiques, mais surtout, en très grand nombre, de personnes qui n'ont jamais milité. Les quelques habituéEs sont donc précieux car ils transmettent des savoir-faire. Et les plus novices sont encore plus précieux car ils renouvellent nos manières de faire, nous font sortir de l'entre-soi, nous contraignent à expliquer les fausses évidences, et apportent des outils et des regards nouveaux. C'est très très riche.

À quelles difficultés cette nouvelle forme de mobilisation se confronte-t-elle ? Et quelles pistes pour y faire face ?

Les risques sont nombreux dans une mobilisation aussi polymorphe que celle-ci, parmi lesquels le rejet de toute forme d'organisation politique ou syndicale, dans la logique des Indignés, qui semble plus menaçant qu'une quelconque récupération par une organisation. Mais nombre d'entre nous savons que des militantEs organisés ont beaucoup aidé logistiquement, en termes de formation et de savoir-faire, à rendre tout cela possible. Et nous ne manquons pas de le rappeler le plus souvent possible afin de faire la différence entre les politiciens professionnels et les militants qui combattent le capitalisme.

Nous savons aussi que, après nous avoir trouvé cent vertus, la presse va bien vite nous trouver mille défauts. Il faut donc se préparer à s'en affranchir très vite, et créer nos propres outils de communication. Enfin, le plus gros risque à mon avis est dans une forme de nombrilisme si nous ne parvenons pas à inviter plus largement les travailleurEs au sein de cette révolte, avec leurs préoccupations et leurs propositions.

C'est évidemment plus facile d'inviter les travailleurEs déjà en lutte et cela a commencé depuis plusieurs jours maintenant, à travers des débats, des forums, des prises de parole

en assemblées générales, des actions communes... Mais nous devons parvenir à étendre au-delà et à aider chacun à se sentir légitime pour entrer en lutte ! L'assemblée citoyenne est un bon outil pour que chacun prenne la parole, se sente légitime et à sa place à cet endroit, que chacun puisse porter ses propositions, qui seront reprises ou non en commissions suivant les mandats donnés par l'assemblée. Elle n'est pas suffisante pour faire avancer le travail des idées, pour lequel d'autres formes de débat, d'exposé, d'atelier, sont plus adaptées, mais elle est indispensable pour que la parole soit libre et le mouvement pas confisqué.

Avec tout ceci, avec des imperfections et des erreurs que l'on tente de rectifier chaque jour, ce mouvement avance, et d'après les dires de nombre de participants, il provoque une effervescence joyeuse tant intellectuellement que dans l'action. En tout cas, à force de rendre possible aujourd'hui des choses impossibles hier, il sort enfin une partie de la population de la résignation, de la logique électorale centrée sur 2017, et peut-être à un moment sortirons-nous enfin de la dictature du capitalisme ?

Propos recueillis par Cathy Billard

L'image de la semaine



Vu ailleurs



MEURTRE DE SANG-FROID.

Israël est en train de se donner une nouvelle identité nationale. L'identité précédente était déjà problématique, mais l'actuelle est incorrigible. [...] Tous les Israéliens ne sont pourtant pas devenus des monstres. Les pires, ceux qui voient le soldat bourreau¹ comme un héros national ne sont pas encore une majorité. Mais ceux qui pensent «mort aux Arabes» ; ceux qui sont convaincus que les non-juifs ne devraient pas avoir le droit de vivre ici ; ceux qui sont persuadés d'être le Peuple élu et ceux qui sont certains que la souveraineté est garantie par une promesse divine ; ceux qui pensent que les Palestiniens n'ont aucun droit et ceux qui sont persuadés que l'armée israélienne est la plus morale du monde – tous ceux-là deviennent plus forts et plus nombreux à un rythme effrayant. Et personne ne leur fait face. [...] Le démon sioniste-religieux s'est échappé et il n'y a personne pour le recapturer. [...] Les médias ont presque complètement abandonné leur vraie mission. Israël n'a pas besoin d'un ministère de la Propagande puisque les médias remplissent cette fonction et collaborent avec le gouvernement pour tirer vers le bas la société civile. Le système de justice les suit de près. C'est ainsi que B'Tselem, le centre israélien pour les droits humains, est accusé de trahison, alors qu'on considère que Lehava, l'organisation israélienne qui vise à empêcher le mariage entre juifs et non-juifs, et La Familia, groupe de supporters anti-musulmans et anti-arabes, ont des principes. Que peut-on ajouter ?

«Israël se transforme en un monstre, et personne ne va l'arrêter», Gideon Levy, publié dans Haaretz le 3 avril, et traduit et publié sur le site A l'Encontre le 6 avril

1- Ce soldat franco-israélien âgé de 19 ans a «achevé» le 24 mars d'une balle dans la tête un Palestinien déjà atteint par balles, suite à une attaque au couteau à Hébron, en Cisjordanie occupée. Agonisant, il ne présentait aucun danger pour les soldats et infirmiers alentour, selon les dires de nombreux médias israéliens...

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org